

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°13. Juin-juillet 2004. Prix coûtant : 0,60 €. Prix de soutien : 1 €.

**CRISE DE L'OCCUPATION IMPÉRIALISTE EN IRAK,
ESCALADE DES EXACTIONS SIONISTES EN PALESTINE...**

**VIVE LA RÉSISTANCE ARMÉE DES
PEUPLES OPPRIMÉS !**

UNE SEULE PERSPECTIVE :

- LA DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME
- L'ORGANISATION INDÉPENDANTE DES
MASSES SOUS LA DIRECTION DU PROLÉTARIAT
- UN PROGRAMME POLITIQUE RÉELLEMENT
RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIALISTE

**FRANCE : L'ABSENCE D'UNE VÉRITABLE
PERSPECTIVE POLITIQUE PLOMBE LA LUTTE DE
CLASSE**

• Contre-réforme de la Sécurité sociale, privatisation d'EDF-GDF... :

**LES BUREAUCRATES SYNDICAUX REFUSENT DE COMBATTRE ET DEMANDENT
ENCORE PLUS DE « NÉGOCIATIONS » AVEC LE GOUVERNEMENT**

• Campagne pour les élections européennes du 13 juin :

AUCUNE VÉRITABLE PERSPECTIVE POLITIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

**Au-delà de leurs bavardages concernant « l'Europe sociale », PS et PCF couvrent en fait le gouvernement et l'Union
européenne ; de son côté, par son programme réformiste et son refus d'ouvrir une perspective socialiste, l'« extrême gauche »
LO-LCR et PT ne propose aucune véritable alternative politique aux travailleurs...**

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (para-syndicale), constamment opportuniste à l'égard de la bureaucratie syndicale (notamment de FO) et de plus en plus nationaliste ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électorale* et finalement incapable de rompre avec une sorte de *culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : en cours.

Tirage du n°12 (avril 2004) : 230 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). Par ailleurs, plus de 300 personnes et groupes (français et étrangers) reçoivent ce journal par internet. — *Pour s'abonner, nous contacter.*

Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — **Site internet :** <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

IRAK : LE COMBAT CONTRE L'OCCUPATION PASSE PAR L'ORGANISATION POLITIQUE ET MILITAIRE DES MASSES SOUS LA DIRECTION DU PROLÉTARIAT, POUR LA DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME

La réalité de l'occupation : misère et barbarie

Plus d'un an après l'annonce par Bush de la fin officielle de la guerre en Irak, les 150 000 soldats qui composent les troupes d'occupation impérialistes, auxquels il faut ajouter des milliers de miliciens privés, ne sont pas prêts de quitter l'Irak. En effet, à peine désigné par les États-Unis comme Premier ministre du futur gouvernement fantoche dans le cadre du prétendu « transfert de compétence », prévu pour le 30 juin, l'ex-agent de la CIA Iyad Allaoui a demandé, sans rire, à la coalition anglo-américaine de maintenir ses troupes en Irak, afin d'y assurer la sécurité !

Le bilan de l'occupation est pourtant éloquent. Alors que les affaires fleurissent pour les trusts militaires et pétroliers, essentiellement liés à la tête du régime américain, la situation sociale, fruit de la politique économique menée par l'autorité provisoire de la coalition et le proconsul Paul Bremer, est catastrophique pour les Irakiens. Le chômage touche 70 % des travailleurs, les infrastructures utiles à la population ont été détruites, l'accès à la santé, à l'eau, à l'électricité reste très difficile.

Cette misère sociale est encore aggravée par la répression féroce à laquelle sont soumises les masses irakiennes, y compris par les bombardements aériens qui se poursuivent régulièrement. Les forces de la coalition et leurs supplétifs de la police irakienne n'hésitent pas à tirer sur la foule alors que se multiplient les manifestations de salariés et de chômeurs, protestant contre leurs conditions de vie (à Nadjaf, Omara, Bassora...). À cela s'ajoutent bien évidemment les révélations à grande échelle des actes de torture commis dans les prisons surpeuplées, dont celle d'Abou Ghraib, par les soldats des troupes impérialistes, à l'encontre d'Irakiens détenus arbitrairement. Alors que la raison officielle de la guerre, la présence d'armes de destruction massive, introuvables car inexistantes, est oubliée depuis longtemps, le gouvernement américain aurait voulu faire croire, en particulier

à sa propre population, qu'en mettant fin à un régime dictatorial, il apportait la démocratie en Irak. Ce prétexte vole lui aussi en éclats à la face de tous. Pour se dédouaner de leurs responsabilités, Bush, Rumsfeld, la CIA et leurs acolytes veulent faire croire que ces exactions sont le fait d'initiatives isolées de soldats indisciplinés. Ces actes ont pourtant été couverts de longs mois avant d'être révélés au grand jour. Il s'agit en fait d'exactions tristement habituelles dans le cadre d'interventions de type colonial, sous prétexte d'apporter la « civilisation » ou la « démocratie ». Le gouvernement américain a ainsi pu prendre exemple, entre autres, sur l'armée française tortionnaire en Algérie ; il a aussi utilisé l'expérience des responsables du camp de Guantanamo et de prisons américaines réputées pour le mauvais traitement des détenus qui ont servi d'instructeurs en Irak. Et les illusions envers les conventions de Genève et une ONU prétendant défendre les droits de l'homme ont fait long feu. En effet, l'administration américaine, parfaitement consciente de ce que couvrent concrètement les termes de « maintien de la paix » ou de « force d'interposition », a obtenu du Conseil de sécurité de l'ONU¹ l'immunité, devant la pourtant très docile Cour pénale internationale, pour les crimes commis par des membres d'États non-signataires du traité instituant cette cour fantoche (en particulier les États-Unis), dans le cadre d'opérations établies ou autorisées par l'ONU. Cette immunité, garantie par les résolutions 1422 en 2002 et 1487 en 2003, devrait être renouvelée prochainement pour 2004. Les instruments de l'impérialisme que sont la Cour pénale internationale et l'ONU ne peuvent pas plus juger les exactions commises en Irak qu'y apporter la démocratie. Seul le peuple irakien souverain pourra juger ses tortionnaires, passés et présents.

¹ Avec le soutien, actif ou passif, du prétendu « camp de la paix », la France et l'Allemagne ayant voté pour la résolution en 2002 et s'étant abstenues en 2003.

Vive la résistance armée du peuple !

Devant ces exactions et ces humiliations de la part des troupes d'occupation, la résistance s'intensifie ces derniers mois. D'abord concentrées dans le « triangle sunnite », et de ce fait fallacieusement décrites par les forces impérialistes comme l'œuvre de nostalgiques du régime baasiste, les attaques armées, de type guérillistes, contre les Anglo-américains et leurs supplétifs se sont étendues vers le sud du pays, qualifié de chiite. Cette généralisation de la résistance est un échec pour le plan des États-Unis essayant d'utiliser et d'attiser les divisions ethniques et religieuses entre Kurdes, Sunnites et Chiïtes, et de trouver ainsi des points d'appui pour leur propre domination.

On pourrait voir dans l'extension de la résistance uniquement une lutte d'influence à l'intérieur du clergé chiïte, entre al-Sistani d'une part, représentant l'aile majoritaire et collaborationniste des religieux chiïtes, et al-Sadr d'autre part, minoritaire et ne pouvant gagner du poids que par une attitude d'opposition radicale à l'occupation. Mais le succès de ce dernier exprime aussi et surtout, même de manière confuse et déformée, un élan de la population irakienne vers un mouvement national de résistance à l'occupation impérialiste. Malgré la puissance brute des forces impérialistes, la résistance armée du peuple irakien a provoqué des revers pour les Anglo-américains qui, s'ils s'accrochaient encore et nourrissaient une véritable guerre de libération nationale, pourraient, en relation avec la mobilisation contre la guerre des classes ouvrières des pays belligérants, mener au retrait des troupes impérialistes, à la défaite de l'impérialisme. Ces revers graves et quotidiens se mesurent aux centaines de morts et aux milliers de blessés dans les troupes occupantes depuis la « fin de la guerre », et aussi à l'impact des réussites militaires de la résistance, comme à Fallujah, Nadjaf ou Karbala, entre autres, où la guérilla a pu prendre le contrôle de grandes parties des villes en question et s'y retrancher avec l'appui de la population.

Les communistes révolutionnaires internationalistes savent toutefois que les directions actuelles de ces mouvements ne peuvent pas, par leur nature même, religieuse réactionnaire ou nationaliste-bourgeoise, mener le combat jusqu'au bout contre l'impérialisme et dans l'intérêt des masses. De fait, après les trêves négociées entre les forces d'occupation et les directions des mouvements de résistance, comme à Fallujah, ces dernières dévoilent leur trahison en désarmant désormais les résistants irakiens, sans doute pour montrer leur « sens des responsabilités » dans la perspective du prétendu « transfert de souveraineté » vers les mains des supplétifs irakiens de l'impérialisme. Il s'agit là d'une confirmation des leçons de la révolution permanente de Trotsky : dans les pays dominés, les forces bourgeoises et petites-bourgeoises, même si elles s'appuient momentanément sur le prolétariat et les classes populaires dans le cadre d'une lutte contre l'impérialisme, préféreront toujours rechercher l'appui de l'impérialisme pour sauver leur propre domination de classe face aux masses radicalisées, notamment par des persécutions contre les militants ouvriers.

Mais il existe aussi aujourd'hui en Irak des organisations ouvrières qui se constituent et qui ont montré leur force lors de manifestations pour les droits ouvriers, laïques et démocratiques, et lors d'actions de lutte syndicale. La question de l'orientation des organisations ouvrières et de l'articulation entre les méthodes de la lutte de classe et celles de la lutte armée, est décisive pour l'émergence d'une issue favorable à la population irakienne, qui ne saurait être qu'ouvrière et socialiste.

La ligne des organisations ouvrières en Irak

Parmi les partis qui se réclament officiellement de la classe ouvrière, il y a bien sûr le Parti Communiste Irakien, d'origine stalinienne. Il a confirmé sa nature contre-révolutionnaire en participant au Conseil de gouvernement intérimaire, à la botte des impérialistes. Pour gagner du poids au sein de ce gouvernement fantoche, il cherche à s'appuyer sur les travailleurs irakiens en les intégrant au syndicat officiel, le seul légalisé par les autorités d'occupation. Les travailleurs ne peuvent pas avoir d'illusions envers

ces collaborateurs de l'impérialisme, ils ne peuvent compter que sur leur propre lutte indépendante pour faire aboutir leurs revendications.

Une autre organisation influente est le Parti Communiste-Ouvrier Irakien (PCOI), parti frère du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran. Existant depuis 1993 essentiellement dans l'émigration, il a construit avec les ouvriers irakiens, dès la chute de Saddam Hussein, des organisations qui ont aujourd'hui un rôle important dans la lutte des classes : la Fédération des conseils ouvriers et des syndicats en Irak (FWCUI), le Syndicat des chômeurs en Irak (UUI), qui compte plus de 100 000 membres, l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak (OWFI), qui regroupe des centaines d'adhérentes... Ce sont ces organisations qui ont été au cœur des luttes économiques et démocratiques les plus remarquables en Irak, malgré les difficultés liées à la répression :

nombreuses manifestations de chômeurs réclamant un emploi ou une allocation chômage à Bagdad, Nadjaf, Bassora, etc. ; défilé d'un millier de femmes le 8 mars, avec des drapeaux rouges, contre l'adoption de la charia par le Conseil de gouvernement ; nombreuses grèves dans les entreprises, en particulier dans les secteurs du gaz, du cuir et des cigarettes, y compris avec occupation des usines et séquestrations des dirigeants...

Les communistes révolutionnaires internationalistes soutiennent cette lutte de classe active et courageuse, mais ils critiquent fermement l'orientation politique du PCOI qui, par son économisme et son menchevik, ne peut conduire le mouvement ouvrier qu'à la défaite. Dans une situation tout entière marquée par la guerre et l'occupation, où la grande majorité de la population ne reconnaît pas d'État légitime, il est impossible de ne pas lier les revendications immédiates (économiques et démocratiques) des travailleurs, des jeunes et des femmes, avec l'exigence du retrait des troupes d'occupation et le combat pour leur expulsion par tous les moyens. Or, le PCOI demande certes, dans ses textes, le retrait des troupes d'occupation, mais sans que cela, précise-t-il, constitue son « but essentiel » ; et, dans les faits, le PCOI et les organisations qui lui sont liées sont plus qu'ambiguës. Ainsi, la FWCUI (syndicat de salariés) propose des appels pour la grève et des manifestations, décrivant la situation

sociale terrible dans laquelle se trouvent les ouvriers et les chômeurs... mais sans évoquer la responsabilité majeure, incontournable, de l'occupation impérialiste ! De son côté, l'UUI (syndicat de chômeurs) a pris part aux tables de négociations avec l'autorité provisoire de coalition de Paul Bremer — même si elle s'en est finalement retirée, « quand elle a atteint la conviction sérieuse que le camp américain n'avait aucune intention sérieuse d'accepter les revendications de l'UUI »¹. Quant à la présidente de l'OWFI, Yanar Mohammed, menacée de mort par un groupe religieux réactionnaire — « l'armée de Sahaba » —, elle s'est tournée non pas vers les travailleurs irakiens, mais... vers Paul Bremer et l'armée américaine, haine des masses pour leur demander d'assurer sa protection !

Il est incontestable que les forces communistes, démocratiques et laïques subissent en Irak des attaques non seulement de la part des occupants impérialistes, mais aussi de la part des forces réactionnaires religieuses. Le PCOI en tire la conclusion qu'il faut renvoyer dos-à-dos l'occupation impérialiste et la résistance armée ! Confondant volontairement les attaques dont sont victimes les militants ouvriers de la part de groupes islamistes et les pressions liberticides que ceux-ci exercent contre les masses, d'une part, et les attaques menées par la résistance populaire, certes dirigée majoritairement par ces mêmes forces réactionnaires, contre les troupes impérialistes, d'autre part, le PCOI va jusqu'à affirmer que « 'Occupation' et 'Résistance' sont les deux pôles du même camp réactionnaire ». La conclusion pratique en est que ce parti refuse d'organiser les ouvriers avec l'objectif de la lutte implacable, supposant l'armement du peuple, contre l'occupation, donc pour la défaite de l'impérialisme. De fait, au lieu d'armer depuis le début les ouvriers qu'il a organisés, il n'a décidé que récemment l'armement de certaines usines, pour organiser l'indispensable autodéfense des ouvriers contre les agressions des islamistes. Or, si le PCOI s'était battu pour organiser et diriger lui-même la résistance politique et militaire du peuple contre l'impérialisme dès la chute de Saddam

¹ Déclaration de Issam Shukkri, membre du comité central du PCOI et de la délégation de négociations avec les Américains, reproduite dans la brochure de l'association *Solidarité Irak* de mars 2004.

Hussein, il aurait certainement empêché les islamistes d'acquiescer l'emprise qu'ils ont acquise en un an dans ce pays depuis longtemps laïc. En ce sens, en refusant de prendre la tête du combat pour la défaite de l'impérialisme, le PCOI a involontairement rendu un fier service aux islamistes réactionnaires qui, quant à eux, ont su utiliser et canaliser la colère des masses — et qui ne font ni ne feront de cadeaux au mouvement ouvrier et démocratique.

Les fondements politiques de ces positions sont une analyse économiste, non réellement marxiste, de la situation en Irak, en rupture avec les enseignements de la révolution russe et la tradition de Lénine et des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste dont le PCOI se réclame officiellement. Pour les dirigeants de ce parti, la situation actuelle, où il n'existe pas de forme étatique à laquelle les masses accordent une quelconque légitimité, ne saurait déboucher sur une période révolutionnaire, mais correspond à ce qu'ils appellent un « scénario noir », qui appellerait une réponse par étapes : selon eux, avant de pouvoir arriver à une solution politique ouvrière, il faut s'en tenir d'abord à une orientation purement économique et à des revendications « démocratiques », pour parvenir avant toutes choses à une situation de type démocratique-bourgeoise, débarrassée de la terreur islamiste. Dans la pratique, cela conduit le PCOI à capituler devant l'impérialisme et l'ONU, puisqu'il revendique la substitution aux troupes anglo-américaines... d'une « force internationale » composée de soldats de pays n'ayant pas participé à la coalition de Bush-Blair et chargés de « protéger les citoyens » ! Autrement dit, le PCOI revendique une « bonne » occupation impérialiste contre la « mauvais » occupation impérialiste actuelle !¹

Pour une véritable orientation marxiste révolutionnaire

Contre ces arguments fallacieux, les communistes révolutionnaires internationalistes doivent répéter que l'impérialisme est, en Irak comme ailleurs, l'ennemi principal pour le prolétariat international et les

¹ Voir l'interview de Houzan Mahmood, responsable de l'OWFI et membre du PCOI, dans la brochure de *Solidarité Irak* d'avril 2004.

peuples opprimés. Les forces impérialistes, quelles qu'elles soient, avec ou sans leur « repaire de brigands » qu'est l'ONU (pour reprendre la formulation de Lénine), ne peuvent amener en Irak aucune solution conforme aux intérêts de la majorité de la population. En particulier, elles n'hésiteront pas à installer un régime religieux réactionnaire si cela leur permet de continuer l'exploitation du peuple et des richesses irakiennes. La classe ouvrière et ses organisations doivent prendre la tête de la résistance armée du peuple contre l'occupation et pour éviter la création d'un régime réactionnaire analogue à celui de l'Iran ou de l'Afghanistan. C'est en montrant qu'ils sont les combattants les plus déterminés contre l'impérialisme que les communistes pourront disputer aux forces réactionnaires la direction de la résistance, seul moyen pour ouvrir une issue favorable à la population irakienne. Au contraire, tout retard dans le combat frontal contre l'impérialisme pousse un peu plus les masses révoltées dans les bras des directions réactionnaires, dans l'impasse.

La lutte qui se déroule aujourd'hui en Irak n'est pas qu'un enjeu local : c'est une lutte classe contre classe, d'ampleur internationale. Après les tensions inter-impérialistes apparues au début du conflit, les différents gouvernements impérialistes, y compris les soi-disant « pacifistes » d'hier, comme la France, ont voté à l'unanimité la récente résolution 1546 de l'ONU portant sur le « transfert de souveraineté » au nouveau gouvernement irakien, à la botte de l'impérialisme occupant. Ils ont montré ainsi leur volonté de sauvegarder l'intervention anglo-américaine en lui offrant une couverture « légale », certainement en échange de concessions dont nous n'avons pas encore connaissance à ce stade. C'est ainsi que les rivalités entre les différents impérialismes pour le contrôle des ressources des pays dominés s'effacent quand il s'agit de maintenir la domination impérialiste en tant que telle, menacée par la volonté de résistance des peuples².

² Pour ceux qui, comme la LCR à la une du numéro 2067 de *Rouge*, dénoncent le

L'attitude des organisations ouvrières en Irak dans la lutte contre l'impérialisme est donc décisive non seulement pour le peuple irakien, mais aussi pour tous les peuples de la région, dont le peuple palestinien, pour qui une défaite impérialiste serait un point d'appui dans leur combat contre l'impérialisme, contre les États bourgeois (religieux ou « laïques ») à sa botte et contre l'État sioniste. Dans les pays impérialistes, les organisations ouvrières doivent se placer résolument du côté de leurs frères de classe en Irak et lutter pour la défaite de l'occupation impérialiste, qu'elle soit ou non légalisée par l'ONU, et pour la défaite de leur propre impérialisme, de leur propre gouvernement.

(Cf. aussi, notamment pour les mots d'ordre proposés par le Groupe CRI, notre tract diffusé le 5 juin, reproduit ci-dessous dans le présent numéro.)

Frédéric Traille

bellicisme de Bush, Blair et Poutine (à l'occasion de leur ignominieuse parade de célébration de la « libération » de juin 1944), et « oublie » d'évoquer le cas de Chirac, il faut rappeler que cet alignement du gouvernement français derrière l'occupation anglo-américaine ne fait que confirmer ses déclarations d'il y a un an, exprimant que, bien qu'il se soit « opposé » au déclenchement de la guerre, il n'en restait pas moins favorable à une victoire (et le plus vite possible) du camp impérialiste.

TRACT DU 5 JUIN

[Nous reproduisons ici le tract distribué par le Groupe CRI à 4 000 exemplaires lors des deux manifestations du 5 juin.]

CONTRE BUSH, CONTRE CHIRAC : POUR LA DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME !

Ce 5 juin, Bush est à Paris pour rencontrer Chirac. Ce sont les grandes retrouvailles entre l'impérialisme français, dont la responsabilité écrasante dans le génocide rwandais de 1994 (gouvernement Mitterrand-Balladur-Juppé) a récemment été dévoilée, et l'impérialisme américain, dont les actes de torture contre les prisonniers irakiens viennent d'être révélés par les médias du monde entier. Depuis des années, notamment après l'effondrement de l'URSS, on nous avait rebattu les oreilles en nous gavant de suaves discours sur le triomphe de la « démocratie », des « droits de l'homme » et du « droit international », censés définir un « nouvel ordre mondial », lui-même présenté comme la « fin de l'Histoire »... Aujourd'hui, ce gigantesque mensonge, cette immense manipulation bourgeoise, commencent à apparaître pour ce qu'ils sont aux yeux de millions de travailleurs et de jeunes, bien au-delà des limites de l'avant-garde révolutionnaire : c'est à une échelle de masse que qu'est dévoilé le vrai visage de l'impérialisme contemporain : un visage de guerre, de massacres et de torture généralisée. Pour les peuples du monde, les Bush, Blair, Sharon et Cie n'apparaissent plus désormais que comme d'ignobles voyous ne représentant que les intérêts de leur bourgeoisie respective, au mépris du soi-disant « droit international », auquel ne croient plus que des fractions de plus en plus réduites des idéologues bourgeois et de la petite-bourgeoisie idéaliste, notamment en Europe.

Quant à l'impérialisme français, la relative sympathie internationale dont Chirac a pu bénéficier l'an passé lors de son opposition à Bush sur le dossier irakien, a été sérieusement mise à mal par les accusations du président rwandais Kagame contre « la France » qui, dans le cadre de sa rivalité coloniale avec les Anglo-américains en Afrique, avait soutenu et armé le régime précédent, allant jusqu'à former et encadrer les milices qui allaient perpétrer le génocide, et les protégeant après celui-ci par l'opération « Turquoise » dans le cadre de l'ONU. Nul doute que, d'ici quelques années, des révélations analogues seront diffusées

VIVE LA RÉSISTANCE ARMÉE DES PEUPLES D'IRAK ET DE PALESTINE !

Les communistes révolutionnaires doivent se prononcer inconditionnellement pour la défaite de l'impérialisme et du sionisme, donc soutenir sans hésitation le soulèvement armé du peuple irakien contre l'occupation anglo-américaine et la résistance multiforme du peuple palestinien contre les exactions de Sharon, couvert par les travaillistes israéliens. Cela ne signifie en aucun cas qu'ils accordent leur soutien aux directions islamistes et nationalistes-bourgeoises : celles-ci ne font que diviser les travailleurs, organisent des attentats aveugles contre les populations et constituent un obstacle majeur à la formation d'une véritable alternative à l'impérialisme, qui ne saurait être qu'ouvrière et socialiste. En Irak comme en Palestine, seule la classe ouvrière est capable, avec ses alliés, la paysannerie et la jeunesse, de dépasser les limites religieuses et ethniques imposées par les directions des mouvements de résistance, afin d'aller vers un authentique processus de libération nationale et sociale. Les communistes internationalistes doivent soutenir les organisations ouvrières, de chômeurs, de jeunes et de femmes qui cherchent à se constituer indépendamment des islamistes et contre eux, mais qui doivent, pour se développer et pour vaincre, être aux premiers rangs du combat politique et de la lutte armée contre l'impérialisme et le sionisme.

à une échelle de masse sur les crimes en cours de l'impérialisme français, en Côte d'Ivoire et ailleurs : il n'y a aucune différence de nature entre Chirac et Bush, l'impérialisme français n'a pas d'état d'âme quand il s'agit d'intervenir dans les pays semi-coloniaux, et il le fait d'ailleurs souvent en compagnie de son ami américain, comme en Haïti (gouvernement Chirac-Raffarin) ou au Kosovo et en Afghanistan (gouvernement Chirac-Jospin-Buffet-Voynet)...

Souvenons-nous : l'an passé, au cœur de la gigantesque mobilisation internationale contre la guerre, la gauche plurielle (PS, PCF, Verts, principaux dirigeants des syndicats et du mouvement « altermondialiste ») prétendait que l'axe Chirac-Schröder, l'Union Européenne et l'ONU représentaient une alternative pacifiste à la politique de Bush, et elle s'efforçait de canaliser le mouvement anti-guerre dans le cadre du prétendu « droit international » et dans l'appel au « veto » de la France. On parlait même de donner à Chirac le prix Nobel de la paix — même s'il est vrai qu'il n'y avait que de journalistes français pour y croire ! Mais aujourd'hui, à l'heure où Chirac retrouve Bush pour discuter du maintien de l'« ordre » mondial, il devient flagrant que l'opposition entre les impérialismes ne faisait que refléter des différences stratégiques et des conflits d'intérêts. De même, le nouveau gouvernement espagnol de Zapatero n'est pas plus pacifiste que celui d'Aznar : le retrait des troupes espagnoles d'Irak est le produit de la mobilisation et de la pression des travailleurs de l'État espagnol, il ne change rien à la nature bourgeoise du PSOE, le parti de Javier Solana qui, comme chef de l'OTAN, avait envoyé les troupes espagnoles au Kosovo... — Quant à l'O.N.U., elle a toujours légitimé ou couvert les interventions impérialistes, notamment les exactions de l'État sioniste, elle a institué et maintenu pendant douze ans l'embargo contre l'Irak, qui a fait plus d'1,5 million de victimes, ses « casques bleus » ont tiré sur la population somalienne en 1992, assisté en spectateurs aux massacres pendant la guerre en Yougoslavie, et il sont aujourd'hui nombreux à être poursuivis pour viol et crime dans plusieurs pays où ils sont intervenus...

Mais le combat contre l'impérialisme commence dans les pays agresseurs eux-mêmes. Comment empêcher réellement les guerres et occupations impérialistes ? Il revient à la classe ouvrière, aux travailleurs de l'industrie et des services, de prendre la tête de ce combat, pour ses propres intérêts de classe internationale et pour ceux de tous les peuples opprimés. En effet, c'est elle qui produit et fait circuler les armes dont se servent les armées impérialistes, qui fournit les produits de consommation aux troupes d'occupation, etc. Il faut donc suivre l'exemple des cheminots écossais qui, en 2003, avaient refusé d'acheminer des armes destinées à l'armée britannique, et l'exemple de la classe ouvrière et de la jeunesse italiennes qui, tout en combattant les réformes de Berlusconi, s'en étaient pris à la machine de guerre impérialiste de l'intérieur, en bloquant les voies ferrées et certains bateaux à Livourne et à Naples.

En France, il faut que, par leur auto-organisation (Assemblées Générales, comités de grèves, etc.), les travailleurs et la jeunesse imposent aux organisations qui se réclament de leurs intérêts spécifiques (CGT, FO, FSU, SUD, CNT, PCF, LO, LCR, PT...) de se prononcer et de se battre pour la défaite de l'impérialisme, pour le soutien à la résistance des peuples opprimés, notamment en Irak et en Palestine. En particulier, si elles veulent réellement être reconnues par les masses comme crédibles, les organisations

qui se réclament du socialisme (à commencer par LO, LCR et PT, qui comptent à eux trois 12 000 militants, qui disposent de relations et de positions syndicales et associatives importantes, qui font plus d'un million de voix aux élections...) doivent rompre avec leur passivité, prendre l'initiative d'un rassemblement politique unitaire

des travailleurs d'avant-garde et de la jeunesse contre la guerre et l'impérialisme, lutter au sein des syndicats et des comités contre la guerre en engageant un combat frontal contre les bureaucrates, contre tous les suppôts de Chirac, de l'UE et de l'ONU :

- **Ni impérialisme français, ni impérialisme anglo-américain ! Aucun soutien à l'O.N.U. et à l'Union européenne !**
- **Troupes impérialistes, hors d'Irak, d'Afghanistan, d'Haïti, d'Afrique, etc. ! Partout, défaite de l'impérialisme !**
- **Pour la destruction de l'État sioniste, la formation d'une Palestine unifiée, laïque et socialiste, pour que les travailleurs puissent vivre en paix, qu'ils soient arabes, juifs, etc. ! Pour la formation d'une République socialiste d'Irak, d'une République socialiste du Kurdistan unifié ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !**
- **Pour enrayer la machine de guerre dans les pays impérialistes, une seule solution : le rassemblement politique des travailleurs et des jeunes sous la direction du prolétariat, dans l'objectif de la grève générale !**
- **Pour mettre fin aux guerres, aux tortures et à la barbarie impérialistes, une seule perspective : le socialisme !**

COMBATTONS NOTRE PROPRE BOURGEOISIE, DÉFENDONS NOS ACQUIS ! À BAS LA RÉFORME DOUSTE-BLAZY CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE !

Le combat politique indépendant du prolétariat consiste nécessairement à *lier la lutte pour la défaite de l'impérialisme et pour le soutien à la résistance des peuples opprimés, au combat pour la défense des acquis arrachés par la lutte de classe dans chaque pays*. Tous les coups portés à l'impérialisme dans les pays occupés et semi-coloniaux faciliteront le combat de la classe ouvrière et des classes populaires des métropoles en défense de leurs conquêtes, contre leurs propres gouvernements — et réciproquement. Plus l'impérialisme est en difficulté au niveau international, plus les prolétaires du monde et les peuples opprimés seront dans une position favorable pour commencer à inverser le rapport de force et passer à la contre-offensive.

En France, malgré sa défaite des 21-28 mars, le « nouveau » gouvernement Chirac-Raffarin, profitant de la couverture que lui offre la gauche plurielle engagée dans une « cohabitation » d'un nouveau type, a comme mission de se concentrer sur un petit nombre d'attaques cruciales : *régionalisation, privatisation d'EDF-GDF et « réforme » de la Sécurité sociale*. C'est ainsi que Douste-Blazy a d'annoncé son plan : prétextant un « déficit » qui n'est en fait que le produit d'une mise en faillite délibérée — au total, chaque année, plus de 18 milliards d'euros sont volés à la Sécu, notamment par le biais des exonérations massives de charges patronales —, ce projet prévoit notamment : 1) instauration d'un *forfait d'1 euro non remboursé sur tout acte médical* ; autrement dit, selon le principe des assurances privées, plus on sera malade, plus on paiera ; sachant que, comme le montre le précédent du « forfait hospitalier » mis en place par le gouvernement PS-PCF en 1982, le montant de cette taxe est évidemment destiné à augmenter dans les années à venir — on prétextera toujours la nécessité de faire plus d'économies ; 2) *augmentation de la CSG* (mise en place par le gouvernement PS de 1991) pour les retraités imposables ; 3) *instauration du « dossier médical partagé »*, qui met en cause la confidentialité des actes médicaux pour tous les assurés sociaux ; 4) *mise en place d'un budget fermé pour la Sécu*, c'est-à-dire d'une enveloppe financière inextensible, qui entraînera la diminution du taux des remboursements dès que ses gestionnaires estimeront qu'elle risque d'être dépassée ; 5) *association plus étroite encore qu'aujourd'hui des dirigeants syndicaux à la gestion comptable de la Sécu et à la définition de cette enveloppe fermée avec le gouvernement et le MEDEF* — les syndicats qui accepteraient cette collaboration devant dès lors renoncer à défendre, même formellement, les intérêts particuliers des salariés... — *Il s'agit donc d'une nouvelle contre-réforme, extrêmement grave, qui s'ajoute aux précédentes en accélérant la destruction progressive du principe même de la Sécu fondée sur le salaire collectivisé des salariés et destinée à organiser leur solidarité de classe*.

Or le gouvernement bénéficie une fois de plus de la couverture non seulement du PS ou des Verts, mais encore des directions du PCF et des syndicats (CGT, FO, FSU... sans parler de la CFDT) :

FRANCE : L'ABSENCE D'UNE VÉRITABLE PERSPECTIVE POLITIQUE PLOMBE LA LUTTE DE CLASSE DES TRAVAILLEURS

après avoir pendant des mois et des mois emboîté le pas du gouvernement en prétextant un « *déficit structurel* » de la Sécu et en réclamant un « *grand débat national préalable à une vraie négociation* » et une « *bonne réforme* » ; après avoir participé au « Haut conseil sur l'avenir de l'assurance maladie » qui avait pourtant été mis en place par le gouvernement pour préparer et justifier la « réforme » par un « *diagnostic partagé* » ; après avoir cautionné le rapport final de ce « Haut conseil » qui, rendu le 23 janvier, ne dit pas un mot des milliards d'exonérations offertes au patronat et suggère, pour réduire le déficit, d'augmenter la CSG, de limiter le « *périmètre remboursable* », de contrôler l'« *offre de soins* »... ; après avoir fait preuve d'un attentisme criminel, refusant de mobiliser les travailleurs sous prétexte d'attendre de connaître le projet du gouvernement... — *les dirigeants des grandes organisations syndicales n'ont toujours pas condamné clairement le projet de Douste-Blazy*, ils se contentent de critiquer avant tout la « *méthode* » du gouvernement, en réclamant de « *véritables négociations* » ! Et ils continuent d'appeler les différentes catégories de travailleurs à manifester séparément : SNCF le 13 mai, Éducation nationale le 25, EDF-GDF le 27, etc. Quant au 5 juin, ils voudraient en faire une simple « *journée d'action* » sans lendemain, après avoir refusé de faire le lien avec la mobilisation prévue depuis longtemps contre la guerre et l'occupation de l'Irak ! C'est ainsi que le même scénario qui a conduit l'an passé à la défaite sur la question des retraites est en train de se reproduire cette année pour la Sécu ! ***Voudrait-on mener une nouvelle fois les travailleurs à la défaite, qui plus est sans combat ?*** C'est la question que se pose de nombreux militants et syndicats de base, s'interrogeant sur le moyen de vaincre le gouvernement — ce qui pose en réalité la question de la *grève générale*, comme le montre par défaut mai-juin 2003. Dans cette situation, ***les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur auto-organisation*** : sans attendre, dans les entreprises et les établissements, avec les syndicats, il faut se réunir en assemblées générales, expliquer le projet du gouvernement, populariser la nécessité de la grève générale, se fédérer à tous les niveaux, sur la base de délégués élus, mandatés et révocables. C'est la seule manière pour que les travailleurs et la jeunesse dirigent eux-mêmes le combat ; c'est la seule manière pour ***imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils engagent sans attendre, dans l'unité, le combat pour défendre la Sécu***, qu'ils cessent leurs bavardages sur la prétendue nécessité de « *négociations* » et d'une « *vraie réforme* », qu'ils arrêtent de nous balader d'une « *journée d'action* » sans lendemain à une autre... Et c'est le combat que devraient mener ensemble LO, la LCR et le PT, qui ont les moyens de convoquer immédiatement, sans attendre le signal des dirigeants syndicaux, en association avec les syndicalistes combatifs, des A.G. unitaires et démocratiques partout où c'est possible.

Comme nous l'avions analysé dans le précédent numéro du CRI des travailleurs, la situation sociale et politique en France n'a nullement été bouleversée par le résultat des élections régionales et cantonales des 21-28 mars, loin s'en faut. Après un petit toilettage ministériel et quelques concessions prudentes, mais plus apparentes que réelles, aux intermittents, aux chômeurs privés de droits et aux chercheurs, le gouvernement Chirac-Raffarin a continué d'élaborer tranquillement ses contre-réformes (régionalisation, privatisation d'EDF-GDF, Sécurité sociale...) et est en train de les faire passer sans rencontrer de résistance majeure. Bien sûr, nul ne sait avec certitude ce que nous réserve ce mois de juin, mais force est de constater l'erreur d'analyse de tous ces militants et groupes « spontanéistes » qui, pour mieux justifier leur refus de construire une véritable fraction révolutionnaire organisée, nous disaient, notamment avant et après les régionales, que le gouvernement était au bord de l'effondrement, qu'une petite étincelle allait mettre le feu aux poudres, que l'urgence était donc à la construction d'une alternative politique immédiate sous la direction du PS « poussé à gauche » par les masses... orientation fautive et censée justifier le report aux calendes grecques de la construction d'un parti...

Comment expliquer ce paradoxe d'un gouvernement manifestement illégitime, lourdement sanctionné aux élections... mais qui peut persévérer

aussi facilement dans la voie réactionnaire qu'il s'est tracée ? La principale responsabilité en incombe à la gauche plurielle (PS, Verts, PCF, principales directions syndicales), qui n'a eu de cesse, comme nous l'avions prévu, non seulement de couvrir le gouvernement au nom des institutions, mais encore de cautionner et même de co-élaborer les projets de « réformes », en se livrant à des concertations et autres « diagnostics partagés », et en réclamant des « négociations pour une vraie réforme de la Sécu ».

Corrélativement, la défaite-trahison du mouvement de mai-juin 2003 pèse sur la conscience des travailleurs, qui ont certes sanctionné électoralement le gouvernement en boycottant les élections ou en votant sans illusion « pour » la gauche, mais qui, faute de perspective politique, hésitent de manière parfaitement compréhensible avant de se lancer dans un nouveau mouvement d'ampleur contre le gouvernement et ses contre-réformes. C'est pourquoi il faut aussi revenir sur le bilan de mai-juin 2003 : pour notre part, dès le numéro de notre journal paru fin juin 2003 (Le CRI des travailleurs n°5-6), nous avions analysé ce bilan comme une grave défaite pour la classe ouvrière, non seulement comme une défaite revendicative, mais aussi, plus fondamentalement, comme une défaite politique. À l'époque, rares furent ceux qui osèrent le dire : beaucoup de militants et d'organisations essayaient de relativiser la défaite, nous annonçant souvent que « ça

repartirait » à la rentrée... Près d'un an après, force est de constater que, à l'exception de certains secteurs restés isolés (intermittents, chercheurs...), la lutte de classe n'est pas repartie, que la défaite de mai-juin est dans toutes les mémoires et que les plus combattifs d'alors ne se sont pas remis, faute d'organisation politique, du coup terrible qu'ils ont reçu de la part des bureaucrates syndicaux brisant la montée vers la grève générale.

Enfin, toutes les forces politiques de « gauche », y compris le tandem essentiellement électoraliste LO-LCR, sont engagées dans une campagne tous azimuts pour essayer d'obtenir le maximum de députés aux élections européennes du 13 juin — les discours généraux de l'« extrême gauche » contre les patrons et l'Europe du capital ne se concrétisant ni dans un travail de terrain pour organiser les travailleurs et prendre des initiatives dans la lutte de classe, ni dans l'élaboration d'une véritable perspective politique, qui ne saurait être qu'ouvertement révolutionnaire et socialiste.

Tout cela nous conduit, une nouvelle fois, à poser la question du programme et de l'organisation politique : combien de temps, combien de défaites faudra-t-il attendre encore avant que les militants d'avant-garde se mettent à construire ensemble une fraction communiste révolutionnaire internationaliste capable de peser dans le mouvement ouvrier organisé ?

CONTRE-RÉFORME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, PRIVATISATION D'EDF-GDF ... : LES BUREAUCRATES SYNDICAUX REFUSENT DE COMBATTRE ET DEMANDENT ENCORE PLUS DE « NÉGOCIATIONS » AVEC LE GOUVERNEMENT

Bien évidemment, les directions des principaux syndicats du mouvement ouvrier officiel (CGT, FO, FSU, SUD...) ont continué, après les régionales, leur tactique éprouvée des « journées d'action » ponctuelles, catégorielles, dispersées. C'est qu'il ne s'agit nullement pour elles d'engager un combat contre le gouvernement, ne serait-ce que pour l'empêcher de faire passer ses « réformes », mais uniquement d'être mieux associées encore à la préparation de celles-ci, arguant qu'il y aurait de « vrais problèmes » et qu'il faudrait donc travailler avec le gouvernement et le

MEDEF pour trouver des « solutions ».

Avec le sabotage de la mobilisation à EDF-GDF (secteur fortement syndiqué, qui fut à l'origine du cycle ascendant de la lutte de classe qui avait marqué le premier semestre 2003) et le refus de combattre sur le fond la réforme Douste-Blazy contre la Sécurité sociale, les dirigeants syndicaux ont clairement donné le feu vert au gouvernement pour qu'il inflige de nouvelles défaites aux travailleurs. À EDF-GDF, il y a eu une première journée d'action le 8 avril, une seconde le 27 mai et une troisième

prévue pour le 15 juin... sans que rien ne soit organisé entre ces dates, malgré la forte mobilisation (80 000 manifestants à Paris et 75 % de grévistes le 27 mai, multiplication des coupures de courant ciblées...). Pourtant, dans le même temps, Sarkozy n'a fait que multiplier les déclarations indiquant sa détermination à aller jusqu'au bout du processus d'ouverture du marché à la concurrence par le changement du statut et la scission entre les deux entreprises, premier pas vers la privatisation partielle, puis totale, impliquant aussi bien la casse des

avantages liés au service public, notamment la péréquation tarifaire, que le démantèlement du statut des agents.

En ce qui concerne la Sécurité sociale, la contre-réforme Douste-Blazy a malheureusement toutes les chances de passer elle aussi presque comme une lettre à la poste publique. Car les organisations syndicales, après avoir cautionné le principe de la réforme en participant au « Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie », ont refusé d'engager le combat depuis que son contenu exact a été annoncé le 17 mai. Ainsi, au lieu d'exiger le retrait pur et simple du projet, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, se contente-t-il d'indiquer qu'il a « *de nombreux points de désaccord* » avec le projet Douste-Blazy mais qu'« *il y a eu une évolution positive sur le paritarisme, par exemple* » (c'est-à-dire sur la collaboration patronat-syndicats dans la gestion des caisses de la Sécu)¹. Et, au lieu d'exiger l'arrêt immédiat des exonérations patronales, Mailly se plaint que le gouvernement « *ne propose qu'un milliard d'euros pour [les] compenser* » : il cautionne donc cette orientation des gouvernements de gauche et de droite qui, depuis vingt ans, n'ont cessé de multiplier les cadeaux au patronat, causant ainsi délibérément le « déficit » de la Sécu qui est le prétexte de la réforme ! Dans la pratique, la confédération FO se contente d'affirmer que « *la préservation d'une Sécurité sociale solidaire et égalitaire mérite que soit posée la nécessité d'une journée de grève interprofessionnelle* »... « Mérite que soit posée » : autant dire qu'on n'est pas près de voir la couleur de cette grève, et que, en tout état de cause il s'agit de ne pas trop inquiéter le gouvernement : s'il le faut vraiment pour ne pas perdre toute crédibilité aux yeux des travailleurs, alors ce sera peut-être une journée de grève, pas davantage... et puis circulez, il n'y aura rien à voir, rentrez chez vous braves gens, et au travail ! — Quant à la CGT, elle a certes, pour la forme, pris l'initiative d'appeler à manifester dans les grandes villes un samedi après-midi, le 5 juin — d'ailleurs sans même déposer de préavis de grève, empêchant ainsi les salariés qui travaillent le samedi de se rendre à ces manifestations... Mais le mot d'ordre officiel principal de ces manifestations était la réclamation de « vraies négociations » avec le gouvernement,

et non le retrait pur et simple du projet Douste-Blazy — sans parler des revendications fondamentales comme l'exigence de l'arrêt et de la restitution par les patrons des exonérations de charges, de l'abrogation de la CSG etc. D'ailleurs, dans la pratique, la CGT et les autres directions syndicales principales (CFDT, FO, FSU, UNSA...) n'ont rien fait pour assurer le succès de ces manifestations du 5 juin, réduites à quelques dizaines de milliers de personnes, fortement encadrées par les cadres du PCF et des syndicats et sans mots d'ordre la plupart du temps — les bureaucrates ayant substitué à ceux-ci des chansonnettes du type : « *Livrer la Sécu aux hommes d'affaires oh que c'est pas beau* » (sur l'air d'« En passant par la Lorraine ») ou encore « *Allez allez, allez allez, c'est tous ensemble qu'on va gagner* » (sur l'air des supporters des matchs de football)... D'ailleurs, la majorité des manifestants a refusé de reprendre ces slogans lamentables, beaucoup marchant en silence, comme s'ils pressentaient que cette « journée d'action » ne serait en fait qu'un coup d'épée dans l'eau. — Certes, on entend dire maintenant que la CGT appellerait à une nouvelle « journée de mobilisation », cette fois « avec arrêts de travail », pour le 15 juin. Mais, là encore, qui peut croire qu'il s'agit d'une initiative sérieuse, d'un point d'appui pour la lutte de classe ? Non seulement on se rapproche à grands pas de la date prévue pour le vote du projet au Parlement à la veille des vacances d'été, mais encore il est évident que de simples « arrêts de travail » n'ont en eux-mêmes aucune force : *objectivement, le seul combat qui puisse être assez fort pour vaincre le gouvernement est le combat pour la grève générale, c'est-à-dire la grève unitaire des ouvriers, des employés, de tous les travailleurs salariés ; sachant que, bien évidemment, la réalisation de cet objectif fondamentalement politique ouvrirait une nouvelle situation et de nouvelles perspectives dans ce pays*².

L'urgence de l'heure, pour les militants communistes révolutionnaires, est donc de se battre, sur leurs lieux de travail comme à l'intérieur de leurs syndicats, contre les directions traîtres du mouvement

ouvrier : c'est là une de leurs responsabilités majeures. Cela pose en particulier la question de l'unification des militants syndicaux combattifs et radicaux, c'est-à-dire la question d'un rassemblement et d'une large discussion pour aller vers la construction d'une tendance commune qui intervienne en même temps à l'intérieur des différents syndicats sur une orientation de lutte de classe et anti-bureaucratique. Il y a là un enjeu politique majeur et réaliste, car le nombre de militants syndicaux scandalisés par la politique des bureaucrates et prêts à se battre pour peu qu'on leur propose une perspective politique est de plus en plus important. Et bien sûr, ce sera là un point d'appui essentiel pour aller en même temps vers la construction d'une véritable fraction communiste révolutionnaire internationaliste dans ce pays.

Sur ce dernier point, force est de constater qu'aucune des forces politiques qui se présentent aux élections européennes n'apporte le moindre commencement de réponse : aucune ne propose une véritable alternative politique aux travailleurs.

¹ *Le Monde*, 5 juin 2004.

² Sur cette question fondamentale de la Sécurité sociale et de la politique des bureaucrates et pour les propositions du Groupe CRI, cf. les deux tracts (1er mai et 5 juin) reproduits ci-dessous dans le présent journal.

CAMPAGNES POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE LA GAUCHE PLURIELLE ET DE L'EXTRÊME GAUCHE : D'UN CÔTÉ COMME DE L'AUTRE, AUCUNE VÉRITABLE PERSPECTIVE POLITIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

Au-delà de leurs bavardages concernant « l'Europe sociale », PS et PCF couvrent en fait le gouvernement et l'Union européenne

Le PS attend bien sagement 2007

Le PS essaie de faire passer la pilule de son refus de combattre le gouvernement malgré sa « victoire » officielle aux élections régionales et cantonales, en agitant le hochet de « l'Europe sociale » et en faisant mine de prendre quelques distances, sur des points secondaires, avec le projet de « Constitution » européenne de Giscard (que la grande majorité de ses députés au Parlement européen a cependant approuvé l'an passé). Bien évidemment, il n'y a rien à attendre de ce côté-là pour les travailleurs conscients, et il est probable qu'une partie de ceux qui avaient voulu utiliser en mars dernier le bulletin PS pour exprimer un « vote-sanction » contre le gouvernement, ont été échaudés par l'attitude de ce parti depuis lors, et ira grossir les rangs des abstentionnistes... En fait, malgré son origine ouvrière et ses liens syndicaux, le PS est devenu depuis des années déjà un parti bourgeois : son programme et sa politique pratique au gouvernement sont exactement de même nature que ceux de la droite, et la masse du prolétariat n'a plus guère d'illusions à son égard — même si l'aristocratie ouvrière et les couches supérieures du salariat (syndicalistes, enseignants, cadres...) le considèrent encore souvent comme « moins pire » que la droite. En réalité, la politique de Chirac-Raffarin ne fait que continuer en l'aggravant celle du gouvernement Jospin-Voinet-Buffet... laquelle n'avait fait elle-même que poursuivre l'orientation de Balladur-Juppé... en l'aggravant elle aussi (privatisations plus nombreuses, lois Aubry d'annualisation et flexibilité du travail, réforme ECTS-LMD de l'Université, refus de régulariser collectivement les travailleurs « sans-papiers », etc., etc.).

Le PCF veut construire « une autre Europe »... mais avec les patrons et les gouvernements bourgeois

Quant au PCF qui, tout en étant historiquement dans la phase ultime de son agonie, garde une influence

déterminante dans le mouvement ouvrier officiel (notamment dans la CGT et la FSU, syndicats majoritaires), le voilà pris d'un « bougisme » suraigu : son « programme » pour les élections européennes se résume à un mot d'ordre on ne peut plus précis : « *Que ça change* »¹ ! Concrètement, s'agit-il de rompre avec la politique de la gauche plurielle ? Non, mais seulement de s'allier avec « *tout ce qui bouge* » (*sic*), pour « *bousculer la gauche* »... Selon quelle orientation ? La lecture de la plate-forme de la « Gauche populaire et citoyenne » menée par le PCF se compose de « propositions » qui laissent pantois :

- Sur la question de l'emploi, le PCF demande une « *stricte limitation du travail précaire* » : surtout pas l'interdiction, il ne faudrait tout de même pas trop gêner les patrons ! Il revendique aussi une « *rigoureuse réglementation des licenciements collectifs et des délocalisations* » : donc le PCF n'est pas contre les licenciements collectifs et les délocalisations, il ne veut pas combattre pour les interdire et les empêcher, mais seulement pour les « *réglementer* »... La bonne âme ! Enfin, il réclame une « *limitation concertée de la durée du travail dans toute l'Europe* » : s'agit-il de demander une généralisation à l'Europe entière de mesures type « lois Aubry » (votées par la gauche plurielle unanime sous Jospin) qui, sous couvert de baisse du temps de travail, ont surtout introduit l'annualisation, synonyme de flexibilité et de baisse des salaires réels ?

- Le passage sur les services publics est du même tonneau : bien loin de revendiquer l'arrêt de toutes les privatisations et le retour des secteurs d'ores et déjà privatisés au service public, la « Gauche populaire et citoyenne » veut un « *moratoire sur les privatisations* » : faut-il en conclure qu'elle n'est pas contre le principe, mais qu'elle veut seulement en différer l'application ? Corrélativement, elle revendique la création d'un « Haut Conseil des services publics et d'intérêt général de l'Union » avec élus, syndicats, usagers et représentants des États, afin d'« *évaluer* » régulièrement le

¹ Source : la profession de foi « *Une Europe, oui, mais pas celle-là !* »

développement de ces services. Un « Haut Conseil » ? On en connaît déjà beaucoup : ce sont ces structures qui, pour préparer les contre-réformes des gouvernements avec la collaboration des représentants patronaux et syndicaux, établissent des « diagnostics partagés » utilisés ensuite pour justifier face à l'opinion publique la « nécessité » des « réformes » ! C'est ainsi que le gouvernement Chirac-Raffarin avait mis en place le « Conseil d'orientation des retraites » (CORE), associant syndicats et patronat, avant d'annoncer sa réforme en 2003 : on connaît la suite... De même pour la Sécurité sociale : la « réforme » Douste-Blazy s'appuie largement sur le « diagnostic partagé » du « Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie », dont les « travaux » et le rapport final avaient été co-élaborés et analysés par toutes les organisations syndicales... Faudrait-il faire de même pour préparer et justifier les privatisations, au nom d'une « évaluation » des services publics avec le gouvernement et le patronat ? Y aurait-il des critères communs pour une telle « évaluation » ? Les organisations syndicales devraient-elles se mettre d'accord avec le patronat pour établir par exemple la rentabilité des services publics ? Les travailleurs auraient-ils les mêmes intérêts que le MEDEF et le gouvernement ? D'ailleurs, cette « proposition » permet au PCF d'introduire subrepticement la notion de « service d'intérêt général », mise sur le même plan que celle de « service public » ; or ce terme de « service d'intérêt général » (SIG) est celui qu'utilisent l'Union Européenne et en particulier le projet de Constitution de Giscard pour justifier la privatisation des services publics en prétextant que des entreprises privées ou semi-privées peuvent elles aussi être prestataires de « services » à la population... quels qu'en soient le coût et la qualité...

- Enfin, en un paragraphe fièrement intitulé « *L'Europe pour la paix et la justice* », le PCF et ses alliés proposent à l'Union européenne de « *défendre activement le rôle de l'ONU* », de « *prendre l'initiative d'une conférence du désarmement, en lien avec l'ONU et l'OSCE* », de « *soumettre toute action commune pour la sécurité et contre le terrorisme*

à l'existence préalable et au respect rigoureux d'un mandat de l'ONU » et d' « agir pour substituer à l'OTAN un système de sécurité indépendant des États-Unis ». Sont repris ainsi les termes mêmes (« sécurité », « terrorisme ») que Bush et consorts utilisent pour justifier leur croisade barbare contre les peuples, à commencer par le peuple irakien ; et surtout, l'ONU est présentée comme la panacée universelle pour un monde pacifié : comme si elle n'était pas l'un des instruments les plus fourbes de l'impérialisme contre les travailleurs et les peuples !¹

Par son programme réformiste et son refus d'ouvrir une perspective socialiste, l' « extrême gauche » LO-LCR et PT ne propose aucune véritable alternative politique aux travailleurs

Bien évidemment — soyons clairs —, LO, LCR et PT, les trois principales organisations « centristes » (ni révolutionnaires, ni purement et simplement réformistes), défendent des positions qui les distinguent nettement des diverses composantes de la gauche plurielle, qu'elles critiquent et dénoncent à juste titre. Cependant, leur orientation doit être elle-même critiquée et dénoncée par les communistes révolutionnaires internationalistes, tant elle est éloignée de ce qu'annonce leur étiquette officielle et de ce que les travailleurs d'avant-garde seraient en droit d'en attendre.

Le Parti des Travailleurs : couverture des bureaucrates syndicaux et orientation social-chauvine

Le PT de Lambert-Gluckstein a centré sa campagne pour les élections européennes sur la défense de la Sécurité sociale, d'une part, et la dénonciation de « l'Europe », d'autre part :

- Sur la question de la Sécurité sociale, le PT dénonce correctement la contre-réforme Douste-Blazy et le prétexte du prétendu « trou », causé avant tout par les exonérations de charges sociales patronales. Mais il se contente pour l'essentiel de faire signer une pétition qu'il veut adresser bien gentiment... au Premier ministre Raffarin ! Comme si ce pouvait être là

¹ Sur ce point, cf. la reproduction ci-dessus de notre tract du 5 juin, ainsi que les articles de Paul Lanvin parus dans les n° 7 et 10-11 du CRI des travailleurs.

un moyen efficace pour vaincre le gouvernement ! Essayant de tirer la couverture à soi au lieu de se battre pour le front unique ouvrier, le PT se contente de demander aux travailleurs de s'abonner à son journal, *Informations ouvrières*, et d'adhérer au PT ! Et il refuse de participer aux manifestations sur ses propres mots d'ordre... au prétexte qu'il s'agirait de « manifestations syndicales » !² Corrélativement, il refuse de dénoncer les bureaucrates syndicaux qui collaborent avec le gouvernement et lui demandent encore plus de négociations comme le principal obstacle qui se dresse face à la lutte de classe des travailleurs. En effet, le PT se contente de dénoncer la CFDT, critiquant beaucoup moins la direction de la CGT ou de la FSU et couvrant intégralement ses chers amis de FO — comme d'habitude, et notamment comme lors du mouvement de mai-juin 2003³. C'est ainsi que, dans *Informations ouvrières* n° 643 (2 au 8 juin 2004) l'éditorial de Daniel Gluckstein et tout un article de Pierre Lambert sont entièrement consacrés à la CFDT... mais réalisent le tour de force de ne pas dénoncer une seule fois les directions de la CGT, de FO et de la FSU ! Enfin, lorsque le PT, qui se plaint constamment — à juste titre d'ailleurs — d'être boycotté par les médias, passe à la télévision dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, son porte-parole, D. Gluckstein, se contente de nous parler des angines, des rhumatismes et de la scarlatine... refusant ainsi d'utiliser ce bref temps de parole pour poser les vrais problèmes qui se posent aujourd'hui dans la lutte de classe : la politique des bureaucrates syndicaux et la nécessité d'une alternative politique passant notamment par la grève générale, seul moyen pour vaincre le gouvernement.

- Sur la question de l'Union européenne, le PT va toujours plus loin dans son orientation réactionnaire, c'est-à-dire républicaine-bourgeoise et nationaliste (« social-chauvine », comme disait Lénine). Il oppose ainsi la défense de la « République une et indivisible », donc de la République bourgeoise telle qu'elle existe, à

² Ce prétexte est d'autant plus fallacieux que le PT n'a pas participé non plus, par exemple, aux manifestations contre l'occupation de l'Irak qui ont eu lieu le 5 juin après celles des syndicats concernant la Sécu.

³ Cf. sur ce point Le CRI des travailleurs n°5-6 de juin-juillet 2003 (bilan du mouvement de mai-juin).

« l'Europe », présentée comme source de tous les maux (« *L'Europe, c'est les privatisations, l'Europe, c'est l'éclatement de la République une et indivisible, c'est les délocalisations* », a déclaré ainsi Daniel Gluckstein à la télévision, interview reprise dans *Informations ouvrières* n°643). Ainsi le PT refuse-t-il de désigner la véritable cause des maux qui accablent les travailleurs, c'est-à-dire le système capitaliste, ses États et leurs gouvernements nationaux. Il fait croire que l'Union européenne ne serait qu'un « instrument » de l'impérialisme américain, comme si les bourgeoisies européennes ne la construisaient pas comme arme juridique et étatique pour ses propres intérêts — c'est-à-dire non seulement comme moyen politique pour briser les conquêtes des travailleurs, mais encore comme arme pour organiser la concurrence des bourgeoisies européennes contre les bourgeoisies des autres continents, notamment américaines et asiatiques !⁴

⁴ Sur la nature et les fonctions de l'Union européenne, de ses institutions et du projet de Constitution de Giscard, cf. *Le Cri des travailleurs* n°8, octobre 2003. — Notons que les lambertistes du PT et de son prétendu « courant » CCI (soi-disant « section française de la IVe Internationale »...) revendiquent l'idée selon laquelle les gouvernements nationaux ne seraient que des otages de l'Union européenne, et non ses constructeurs. C'est ainsi que, dans une publication incroyablement du CCI (*La Lettre de la vérité* n°335, 1^{er} juin 2004), le rédacteur se livre à une diatribe contre la profession de foi LO-LCR (par ailleurs fortement critiquable, comme on le verra dans la suite de cet article). Il relève le passage suivant de cette profession de foi : « *Prétendre que les salariés et les classes populaires seraient mieux défendus par le gouvernement de leur propre pays que par les institutions européennes est aussi stupide que mensonger. Laissons ce discours à Le Pen, le pire ennemi des travailleurs.* » Tout en prétendant sans peur de la calomnie ridicule que LO-LCR assimileraient ceux qui luttent dans le mouvement ouvrier contre Maastricht à des « complices de Le Pen », le rédacteur lambertiste répond dans les termes suivants : « *Si l'on comprend bien, l'offensive réactionnaire de mise en cause des droits ouvriers et démocratiques qui se développe partout en Europe proviendrait — tout le monde étant sur un pied d'égalité — d'une coordination entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes ? Il n'y aurait pas de Banque centrale européenne, elle-même reliée à la Réserve Fédérale Bank, qui dicte des ordres. Exit également les directives européennes visant à*

Dès lors, la seule perspective qui soit proposée aux travailleurs, sous la forme d'une solution-miracle, est l'« abrogation du Traité de Maastricht » ! Quelle classe sociale abrogera ce Traité ? Quelles mesures plus fondamentales devront être prises, et par quel gouvernement, pour une véritable solution politique conforme aux intérêts des travailleurs ? Les auditeurs et lecteurs du PT ne le sauront pas¹. — En fait, la seule « perspective » politique du PT est le « retour » au bon vieux cadre de la nation et de la République bourgeoises, le renfermement dans les frontières nationales. Quant à la classe sociale qui devra selon le PT réaliser son programme, Daniel Gluckstein, parlant à la télévision, préfère taire pudiquement son nom : « *Le traité de Maastricht, des hommes et des femmes l'ont fait. D'autres hommes, d'autres femmes pourront le défaire.* » « Des hommes et des femmes » ? Nous ne connaissons toujours pas ces classes sociales !

LO-LCR : bloc électoraliste et programme réformiste

déréglementer dans tous les domaines pour faciliter la prise en main de l'économie mondiale par l'impérialisme américain. » Pour les lambertistes du CCI-PT, les gouvernements nationaux d'Europe seraient ainsi ce que Lénine appelait, au sujet des pays coloniaux, des gouvernements « compradores » de l'impérialisme américain ! Ils seraient les victimes, et non les acteurs de l'UE ! De là à dire qu'il faudrait s'allier avec les fractions « souverainistes » des bourgeoisies nationales contre le grand méchant loup américain, il n'y a qu'un pas — dont l'alliance régulière du PT avec des chevènementistes montre qu'il est prêt à le franchir. Jusqu'où ira-t-il dans ce qui apparaît de plus en plus comme une fuite en avant politique et idéologique de la clique Lambert-Gluckstein, menaçant à terme l'existence même du PT comme organisation du mouvement ouvrier ? La réponse à cette question dépendra notamment de la réaction des militants du PT et du CCI en particulier, dans le cadre des développements de la lutte de classe.

¹ Manifestement surpris par une « perspective » politique aussi mince de la part d'un parti qui se réclame officiellement de la classe ouvrière et du socialisme, le journaliste, incrédule, demande à Daniel Gluckstein : « Vous croyez vraiment à ce que vous dites ? » Et le porte-parole du PT de répondre : « Pourquoi je n'y croirais pas ? » Croyons, croyons, mes frères, le Traité de Maastricht finira bien par être abrogé... et la porte du Paradis national pourra alors se rouvrir !

Depuis des mois, LO et LCR n'ont qu'une obsession : voter et faire voter pour la liste LO-LCR le 13 juin. La fuite en avant électoraliste², déjà observée pour les régionales, prend des proportions d'autant plus affligeantes que les besoins de la lutte de classe suite à l'annonce de la contre-réforme de la Sécurité sociale et de la privatisation d'EDF-GDF se sont faits plus pressants dans la dernière période.

- Sous prétexte de « ne pas démoraliser les travailleurs », LO refuse de dénoncer les bureaucrates syndicaux comme le principal obstacle auquel se heurte la lutte de classe. Elle se contente de critiquer parfois, toujours du bout des lèvres, la tactique des journées d'action dispersées, mais elle refuse de mener un combat frontal et systématique contre les dirigeants syndicaux, alors même que son audience médiatique lui permettrait de le faire avec une influence certaine sur des dizaines de milliers de syndicalistes combattifs et de travailleurs conscients. Pour LO, le principal problème auquel est confrontée la lutte de classe n'est pas tant la collaboration des dirigeants syndicaux avec le gouvernement que le manque de « moral » des travailleurs. Pourtant, le désarroi des travailleurs a-t-il une autre cause que la crise du mouvement ouvrier, qui est elle-même le produit de la trahison de ses dirigeants, ralliés au mode de production capitaliste et à ses institutions politiques ? Le rôle d'une organisation qui se réclame officiellement du communisme révolutionnaire (du moins, en l'occurrence, dans les discours de meetings, mais surtout pas sur les ondes ou dans les professions de foi électorales !) n'est-il pas au contraire de dénoncer avant tout ceux qui, au sein même du mouvement ouvrier, profitent de leur influence sur les travailleurs pour les mener de défaite en défaite au compte de la bourgeoisie ? Au lieu de cela, Arlette Laguiller se contente de nous promettre, éditorial après éditorial, discours électoral après discours électoral, que « *tôt ou tard* », la colère des travailleurs éclatera, qu'une « *goutte d'eau fera déborder le vase* »,

² Nous ne reviendrons pas en détail ici sur le caractère fondamentalement réformiste du « programme » électoral de LO-LCR : sur ce point, on se reportera à notre analyse parue dans *Le CRI des travailleurs* n°10-11 de janvier-février 2004 — la plate-forme pour les européennes n'étant guère différente de celle des régionales.

etc. Et, pour le moment, on doit se contenter d'attendre bien gentiment, on s'interdit de prendre des initiatives politiques autonomes dans la lutte de classe sous prétexte qu'« on est trop petit »... ce qui, dans les faits, conduit toujours à s'en remettre aux bureaucrates syndicaux. C'est ainsi que, sur la question de la Sécurité sociale, LO ne fait rien pour convoquer des assemblées générales dans les entreprises et les établissements, pour impulser des comités de résistance ou même pour distribuer des tracts dans les manifestations comme celles du 5 juin ; elle se contente de proposer aux travailleurs d'aller manifester lorsque les bureaucrates syndicaux le décident — tout en disant combien elle « espère » que cette énième journée d'action sera le « point de départ » d'une « mobilisation » croissante... Comme par enchantement, en somme !

- Quant à la LCR, la « victoire » de la gauche plurielle aux régionales a relancé son ambiguïté fondamentale vis-à-vis de la gauche plurielle, qui avait été plus ou moins mise de côté depuis le début de la campagne commune avec LO pour les régionales³. C'est ainsi qu'elle vient de lancer plusieurs de ses responsables dans un « *contre-projet sur l'assurance maladie* », en partenariat avec... le PCF et les Verts (publié dans *Le Monde* du 4 juin). Ce texte a été élaboré à l'initiative de la Fondation Copernic, présentée comme « *un club de réflexion antilibéral* ». Il se caractérise notamment par la reprise du leitmotiv — commun aux bureaucrates syndicaux de tous bords — selon lequel il y aurait bien

³ On se souvient cependant de l'appel à voter pour le PS au deuxième tour des régionales qui avait été publié dans la presse bourgeoise par une partie des dirigeants de la LCR (les « droitiers », rassemblés autour de Christian Piquet), au mépris de la décision contraire du congrès de l'organisation... On se rappelle aussi que cela n'avait pas entraîné autre chose de la part de la direction qu'un communiqué condamnant mollement — et d'ailleurs sans suite — cet intolérable coup de poignard dans le dos de la majorité des militants de la LCR... Rappelons enfin que ces derniers sont condamnés par les manœuvres et compromis de leurs dirigeants à subir l'emprise des droitiers pourtant minoritaires sur la rédaction du journal *Rouge*... publication tellement affligeante, comme le reconnaît d'ailleurs la plupart des militants de la LCR, qu'elle est très difficile à vendre... d'où ses grandes difficultés financières ! Jusqu'à quand les militants tolèreront-ils cette situation inadmissible... et suicidaire ?

un déficit, qu'il faudrait donc le combler, et que dès lors une réforme de la Sécu serait nécessaire : « *personne ne fera l'économie d'une réforme des modalités de financement* ». En revanche, il n'est nullement question, dans ce texte, du seul moyen dont disposent les travailleurs pour vaincre le gouvernement : la mobilisation de classe unie dans l'objectif de la grève générale — ce qui suppose avant tout la dénonciation des mensonges du gouvernement sur le prétendu déficit de la Sécurité sociale et la condamnation de la stratégie traître des directions syndicales.

Quant à la perspective politique plus générale de la LCR, elle est de plus en plus inquiétante. Ainsi son porte-parole Olivier Besancenot hésite-t-il de moins en moins, lors de ses discours, à dire que la Ligue n'exclut nullement de participer à un gouvernement. Répondant aux pressions bourgeoises accusant l'extrême gauche de ne pas vouloir « mettre la main à la pâte », Besancenot ne cesse de protester... Il insiste en particulier sur l'idée qu'il n'est pas question de gouverner avec un Strauss-Kahn ou un Fabius (les fameux « sociaux-libéraux », comme les appelle la LCR) : n'est-ce pas une manière de dire que la question se poserait différemment avec un Hollande, un Emmanuelli ou un Dray — disons avec une gauche qui ne serait pas « social-libérale » ? — Pour les communistes révolutionnaires, l'ennemi des travailleurs, ce ne sont pas seulement les « libéraux et sociaux-libéraux », mais c'est la classe bourgeoise et son État ; il ne saurait donc être question d'accepter le « ministérialisme », c'est-à-dire la participation de « socialistes » à un gouvernement bourgeois¹. Les révolutionnaires n'ont rien à prouver à l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise : ils ne sauraient exercer le pouvoir que dans le cadre d'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, et ils doivent le dire haut

¹ Ce débat n'est pas nouveau dans le mouvement ouvrier. Il apparut pour la première fois lorsque, en 1899, le « socialiste indépendant » Millerand décida de participer au gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau, aux côtés notamment du général Galliffet, massacreur de la Commune de Paris. À l'époque, la décision de cet ancêtre de Rossetto avait été discutée ouvertement par les socialistes français et étrangers, et la grande majorité l'avait condamnée.

et fort. Or, rappelons ici une nouvelle fois que, tout à l'opposé de cette orientation, les dirigeants de la LCR continuent de couvrir et de cautionner la participation, depuis janvier 2003, de leur camarade brésilien Rossetto au gouvernement bourgeois de front populaire dirigé par Lula².

Que propose le Groupe CRI ?

Pour la défense des conquêtes telles que la Sécurité sociale comme pour la lutte contre la guerre et les occupations impérialistes, les propositions politiques et pratiques du Groupe CRI sont claires : expliquées dans les numéros successifs de ce journal, elles ont été en outre diffusées à des milliers d'exemplaires dans des tracts dont le lecteur trouvera ci-dessous la reproduction (tracts du 1er mai et du 5 juin). Le centre de toute notre orientation est la question de la construction d'une fraction communiste révolutionnaire internationaliste dans ce pays et au niveau international, qui s'adresse en particulier aux travailleurs d'avant-garde, aux syndicalistes combatifs et aux militants des organisations qui se réclament de la révolution et du socialisme, notamment LO, LCR et PT. Car il faut y insister : en France comme ailleurs, il n'y aura pas de véritable victoire politique du prolétariat tant que ne sera pas construit un parti communiste révolutionnaire internationaliste ; et un tel parti ne sera pas construit tant que, au sein même de la crise du mouvement ouvrier traditionnel (y compris la crise du « trotskysme » officiel) et dans le cadre du développement de la lutte de classe, n'aura pas été constituée dans un premier temps fraction « bolchevik », solide et rigoureuse, capable de maintenir la continuité du marxisme révolutionnaire contre tous les réformistes, centristes et révisionnistes, contre tous ceux qui ont

² Rappelons que Rossetto, dirigeant de « Démocratie socialiste » (DS), courant du PT brésilien et section de la soi-disant « Quatrième Internationale » (Secrétariat unifié) dont la LCR est la section française, est ministre de la réforme agraire dans le gouvernement Lula, où il siège aux côtés des représentants du capitalisme brésilien et des propriétaires fonciers. Sur la politique de ce gouvernement, celle de Rossetto en particulier, l'attitude des députés de DS qui soutiennent les contre-réformes de Lula et la couverture que la direction de la LCR assure à tout ce beau monde, cf. les articles parus dans Le CRI des travailleurs n°1, 3 et 8.

renoncé, consciemment ou non, au programme révolutionnaire, au combat pour le socialisme.

Le Groupe CRI ne se considère pas comme étant par lui-même un tel « noyau », mais comme un élément pour la construction de cette fraction. Dans cette perspective, il juge indispensable de poursuivre et d'approfondir les discussions avec les militants d'avant-garde et d'autres groupes révolutionnaires.

Laura Fonteyn
et Ludovic Wolfgang

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR,
ÉTUDIANT, LYCÉEN
SYNDICALISTE, MILITANT ?

**Vous voulez rencontrer les
militants du Groupe CRI ?**

**ALORS
CONTACTEZ-NOUS :**

**06 64 91 49 63
ou groupecri@free.fr**

TRACT DU 1er MAI

[Nous reproduisons ici le tract commun du Groupe CRI, de la Nouvelle Gauche Communiste et de la FTQI-France (Fraction Trotskyiste pour la Quatrième Internationale), distribué à 3 500 exemplaires à l'occasion du 1er mai.]

LE GOUVERNEMENT, ILLÉGITIME, BATTU, MAIS COUVERT PAR LA GAUCHE PLURIELLE, VEUT FAIRE PASSER À TOUT PRIX SES « RÉFORMES »

À l'heure du soulèvement héroïque du peuple irakien contre la coalition militaire dirigée par les Anglo-états-unis, les travailleurs de tous les pays doivent se sentir revigorés dans leur haine de l'impérialisme et dans leur détermination à combattre jusqu'au bout leur propre bourgeoisie. D'autant plus que, profitant des difficultés de la coalition militaire en Irak et de l'arrivée au pouvoir de Zapatero suite à la défaite infligée par les travailleurs de l'État espagnol au va-t-en-guerre Aznar, les bourgeoisies d'Europe, emmenées par celles de France et d'Allemagne, avec le soutien désormais du gouvernement espagnol, sont décidées à relancer et accélérer l'adoption du projet de « Constitution européenne » qui avait été rejeté en décembre, mais qui pourrait désormais être ratifié en juin, dans la foulée des élections européennes. Pour les gouvernements des États de l'Union européenne, il s'agit de se donner le cadre politique et juridique qui leur permettra de « réformer », c'est-à-dire faire baisser le coût du travail, en s'attaquant aux salaires et aux acquis sociaux, unique manière pour affronter en position de force les pôles impérialistes rivaux, notamment états-unien.

Dans ce contexte, les gouvernements de chaque pays de l'Union européenne sont pressés d'accélérer la mise en œuvre des contre-réformes. En particulier, malgré sa défaite électorale des 21-28 mars, qui a montré l'ampleur de son illégitimité, le « nouveau » gouvernement Chirac-Raffarin a comme mission de se concentrer sur un petit nombre d'attaques cruciales, à commencer par l'accélération de la « régionalisation » (étape cruciale vers la privatisation de tous les services publics et le démantèlement du Code du travail), la privatisation d'EDF-GDF et la contre-réforme de la Sécurité sociale.

Il y a donc urgence : il faut engager immédiatement, sans attendre, la résistance, qui ne saurait être qu'une lutte de classe politique, unie et déterminée à aller jusqu'au bout dans le combat pour battre ce gouvernement et ses contre-réformes. Or, dans son entreprise destructrice, ce dernier bénéficie une fois de plus de la couverture de la gauche plurielle qui, après le 28 mars, s'est une nouvelle fois couchée devant Chirac et les institutions de la Ve République en refusant d'engager le combat pour faire chuter le président ou même le Premier ministre, en osant proclamer qu'il s'agissait d'attendre 2007 et en inaugurant une « cohabitation » d'un nouveau type, avec l'objectif de mettre en œuvre elle-même la régionalisation maastrichtienne. De leur côté, parce qu'ils appartiennent à cette gauche plurielle, les dirigeants des grandes organisations syndicales (CGT, FO, FSU... sans parler de la CFDT) font preuve d'attentisme, ils n'engagent pas le combat contre le gouvernement. Tout au contraire, ils continuent de participer aux concertations avec lui sur la base de « diagnostics partagés », et ils lui facilitent la tâche en prétendant qu'une « bonne réforme » de la Sécu serait nécessaire et en appelant de leurs vœux un « grand débat » national.

TIRER LES LEÇONS DE LA DÉFAITE DE MAI-JUIN 2003

Il est nécessaire de tirer des leçons de l'histoire. De fait, des milliers de militants syndicaux et de travailleurs d'avant-garde s'interrogent : comment faire pour que la défaite de 2003 ne se reproduise pas ? — Or la méthode utilisée par le gouvernement dans la préparation de sa contre-réforme de la Sécurité sociale (de même qu'à EDF-GDF) est semblable à celle qu'il avait mise en œuvre l'an passé pour la contre-réforme des retraites. Pendant des mois, à la suite du sommet de Barcelone de l'Union européenne qui, en mars 2002, avait vu Chirac et Jospin s'engager ensemble à attaquer les retraites, le gouvernement Chirac-Raffarin n'avait cessé d'affirmer qu'une « réforme » était nécessaire pour « sauver » les retraites, prétendant qu'il n'y aurait bientôt plus assez d'argent pour les financer. Pendant des mois, les directions syndicales avaient accepté de participer, en collaboration avec le gouvernement et le MEDEF, dans le cadre du Comité d'Orientation sur les Retraites (COR), à l'élaboration d'un « diagnostic partagé » sur l'état des retraites, reprenant en cœur le refrain du gouvernement : dans le cadre du système actuel, on ne peut plus financer les retraites, une « réforme » est donc nécessaire, un « grand débat » est donc nécessaire... Lorsque les directions syndicales avaient fini à appeler à une journée nationale de grève le 13 mai, plus de 2,5 millions de salariés étaient descendus dans la rue. Et le soir, les enseignants, les travailleurs de la RATP, de la SNCF, etc., conscients qu'une journée d'action ne pouvait suffire pour gagner, avaient décidé massivement de poursuivre la grève... Mais les directions syndicales, contre la volonté des travailleurs de poursuivre la grève, avaient refusé d'appeler à la grève générale, et elles avaient fait reprendre le travail. Multipliant, entre le 13 mai et le 19 juin, les « journées d'action » dispersées contre la grève générale. On connaît le résultat : le projet Fillon est devenu une réalité. Cela ne doit pas se reproduire pour la Sécurité sociale.

LE PRÉTENDU « TROU » DE LA SÉCU VIENT DES EXONÉRATIONS ET DU CHÔMAGE

Or, sur la question de la Sécurité sociale, ce sombre scénario semble se répéter. Comme pour les retraites, le gouvernement veut briser la **solidarité des travailleurs fondée sur le salaire collectivisé**, en diminuant les prestations sociales (consultations chez le médecin, médicaments, hospitalisation, etc.), pour le plus grand bonheur des patrons et des assurances privées. Dans ce but, il se livre depuis des mois à une propagande systématique : il prétend qu'il n'y aurait plus d'argent pour financer la Sécu. En réalité, le prétendu « trou » de la Sécu, censé justifier la « réforme », est fabriqué de toutes pièces par les gouvernements **successifs, qui accordent au patronat des exonérations massives de cotisations**, ce qui constitue un véritable vol du salaire collectif des travailleurs. Le gouvernement rembourse à la Sécu une partie de ce manque à gagner avec de l'argent tiré du budget de l'État, c'est-à-dire de la poche des travailleurs, qui payent la plus grande part (75 %) des impôts. Mais il ne rembourse jamais la totalité des exonérations, sous prétexte qu'elles créeraient des emplois et donc le nombre de cotisants...

— en réalité, le chômage ne diminue nullement, au contraire... Depuis 1991, le montant total des exonérations non remboursées s'élève ainsi à *21,6 milliards d'euros* (2 Mds en 2003). De plus, le total des impayés des entreprises est de 13 milliards d'euros (1,3 Md en 2003). En outre, la mise en place de l'épargne salariale (« fonds de pension à la française ») par la loi Fabius de 2001 prive la Sécu d'1 milliard de recettes par an, car l'argent placé sur ces fonds est lui aussi exonéré de cotisations. Enfin, la Sécu perd encore 0,4 milliard au titre des intérêts des emprunts qu'elle doit faire afin de financer son « déficit » artificiellement créé par ce pillage organisé dont elle est victime ! Sans compter que le gouvernement détourne au profit du budget de l'État l'argent provenant des taxes sur le tabac (8 Mds d'euros) et l'alcool (2,7 Mds d'euros), qui avaient été mises en place à l'origine pour financer la Sécu, ainsi que des taxes sur l'automobile (3 Mds d'euros). Au total, *chaque année, plus de 18 milliards d'euros sont volés à la Sécu* : c'est une véritable escroquerie, une mise en faillite délibérée !

Or, comme pour les retraites, les directions syndicales affirment elles aussi, à l'unisson du gouvernement, qu'une « réforme » serait nécessaire — même si elles critiquent la « mauvaise » réforme préparée par Chirac-Raffarin. D'un côté elles dénoncent certes à juste titre la CSG et les exonérations de charges patronales dont est victime la Sécu. Mais, d'un autre côté, depuis des mois, elles parlent d'un « déficit structurel » (c'est-à-dire qui ne serait pas dû uniquement aux exonérations de charges patronales, au chômage de masse, à la précarité et aux bas salaires), elles demandent une « vraie réforme », elles préconisent notamment de « regarder de près les dépenses de santé et de combattre les gaspillages » et de mettre en œuvre une « maîtrise médicalisée des dépenses de santé », osant affirmer que « ce qui est pris en charge par la Sécurité sociale n'est pas immuable » et que le « périmètre de prise en charge » doit évoluer (citations de la CGT, de FO et de la FSU). Dans cette optique qui leur est commune au-delà de quelques nuances, elles font des « propositions » au gouvernement et au MEDEF, en demandant un « grand débat national préalable à une vraie négociation ». Elles ont ainsi participé au « Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie » avec les représentants du MEDEF et du gouvernement. Or cette instance avait explicitement pour but de parvenir à un « diagnostic partagé », pour légitimer la prétendue « nécessité » d'une réforme. De plus, non seulement les dirigeants confédéraux ont siégé dans ce Haut Conseil, mais ils ont cautionné son rapport final, paru le 23 janvier. Or, ce rapport, censé examiner les « causes structurelles du déficit », ne dit pas un mot des milliards d'exonérations offertes au patronat ! Par contre, il suggère des « pistes » pour réduire le déficit : limitation du « périmètre remboursable » (en clair : déremboursement de médicaments par milliers, d'opérations « de confort », etc.), contrôle de l'« offre de soins » par l'intermédiaire d'une « évaluation périodique des pratiques professionnelles » (c'est-à-dire flicage des médecins qui auraient le tort de prescrire ce qui est nécessaire à leurs patients pour les soigner), augmentation de la CSG, etc.

RÉALISER L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS

Les principales directions syndicales nationales — contre l'avis d'un nombre croissant de syndicats de base, d'unions locales, de sections... — semblent donc bien se préparer à aller négocier le bradage de la Sécu. Alors qu'il faut tout au contraire, et de toute urgence, engager *dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard*, le combat contre le gouvernement, démonter ses prétendus « arguments » censés « justifier » sa contre-réforme et **PRÉPARER LA GRÈVE GÉNÉRALE** qui, comme le montre l'expérience de mai-juin 2003, *aura seule assez de force pour vaincre le gouvernement.*

Dans cette situation, **les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leur auto-organisation et leur lutte de classe.** Sans attendre, dans les entreprises, dans les établissements, avec les syndicats, il faut se réunir *en assemblées générales*, expliquer les projets du gouvernement, populariser la nécessité de la grève générale, *se fédérer à tous les niveaux et de manière interprofessionnelle.* C'est la seule manière pour que les travailleurs et la jeunesse dirigent eux-mêmes le combat. C'est la seule manière pour **imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils engagent sans attendre, dans l'unité, le combat pour défendre la Sécurité sociale, qu'ils cessent leurs bavardages sur la prétendue nécessité d'un « grand débat » et d'une « réforme ».** Si ces dirigeants refusent de combattre le gouvernement, alors il faut les combattre eux aussi, car les syndicats ont pour mission de défendre réellement les intérêts des travailleurs par l'impulsion et l'organisation de la lutte de classe, sans compromission avec la gauche ou la droite gouvernementales.

Quant à LO, à la LCR et au PT, qui comptent à eux trois plus de 10 000 militants, qui disposent de relations et des positions syndicales et associatives importantes, qui ont fait plus d'un million de voix aux dernières élections, *nous leur proposons de convoquer immédiatement, sans attendre le signal des dirigeants syndicaux, des assemblées générales partout où c'est possible, afin que s'organise le combat vital contre le gouvernement.*

- **À bas le projet de réforme de Chirac-Raffarin ! Aucune collaboration avec le gouvernement, non à toute participation des organisations syndicales aux négociations contre la Sécu !**
- **Suppression immédiate des milliards d'exonérations offerts aux patrons ! Remboursement des sommes empochées par le patronat au détriment de la Sécurité sociale ! Abrogation de la CSG et de la réforme Juppé de 1995 !**
- **Pour le droit à la santé pour tous et toutes, salariés et jeunes, français, immigrés et sans-papiers ! Les dépenses de santé doivent correspondre exactement aux besoins de la population !**
- **Pour « augmenter le nombre de cotisants », régularisation collective immédiate de tous les « sans-papiers » ! Plan de grands travaux publics ! Embauche de tous les personnels nécessaires dans les services publics !**
- **Augmentation générale des bas et des moyens salaires, dans le privé comme dans le public !**
- **Contrôle par les salariés des comptes des trusts pharmaceutiques et des décisions ministérielles concernant les prix des médicaments !**
- **Pour des AG interprofessionnelles, combattives, démocratiques, fédérées sur la base de délégués élus, mandatés et révocables, afin d'imposer ce programme et de vaincre le gouvernement !**

« MARIAGE HOMOSEXUEL » ET DROIT À L'ADOPTION :

POUR L'ÉGALITÉ INTÉGRALE DES DROITS ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ET ENTRE LES COUPLES MARIÉS ET NON MARIÉS, QUELLE QUE SOIT LEUR ORIENTATION SEXUELLE !

Dans le cadre de leurs manœuvres électoralistes, Noël Mamère et les Verts, suivis de la grande majorité des représentants de la gauche plurielle, ont décidé de mettre la question du mariage homosexuel sous les feux de l'actualité — au moment même où tous ces gens-là se gardaient bien d'organiser le combat contre les contre-réformes du gouvernement. Ceci étant dit, les communistes révolutionnaires doivent être évidemment à l'avant-garde du combat contre la réaction en matière de mœurs (de Boutin à Jospin) et pour les revendications démocratiques, notamment pour l'égalité intégrale des droits entre les sexes face aux questions de la vie commune et des enfants. Dans ce cadre, tout en ne devant jamais renoncer à la dénonciation du mariage en tant qu'institution bourgeoise fondée sur la propriété privée, nous sommes évidemment pour le mariage homosexuel et, sans aucune hésitation, pour le droit à l'adoption d'enfants par les couples homosexuels qui le désirent.

Communistes révolutionnaires, nous n'avons évidemment pas attendu l'autorisation de Mamère et de la gauche plurielle pour nous prononcer sur cette question : nous reproduisons ci-dessous l'extrait de notre « Projet de programme CRI », texte de l'automne 2002, disponible en intégralité sur notre site internet (<http://groupecri.free.fr>), soumis à la discussion de l'avant-garde et fondateur du Groupe CRI.

« Pour l'égalité des droits concernant la vie commune et les enfants »

Le mariage bourgeois, fondé sur la propriété (et à plus forte raison encore le mariage féodal ou « traditionnel »

qui existe encore dans de nombreux pays), institutionnalise un grand nombre d'inégalités et de discriminations : inégalité de l'homme et de la femme, inégalité des couples mariés et non mariés, inégalité des couples hétérosexuels et homosexuels, inégalité entre les droits des enfants de ces différents couples. Le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit dénoncer et combattre ces inégalités inhérentes au mariage bourgeois et réclame l'égalité des droits. Il doit mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- Pour la suppression du droit d'héritage concernant la propriété des moyens de production, pour une forte limitation du droit d'héritage concernant les biens personnels des riches, pour l'égalité de tous les enfants devant l'héritage des biens personnels ;

- Pour l'égalité de tous les couples devant l'impôt, la Sécurité sociale, les mutuelles, etc. ;

- Pour des allocations familiales pour les enfants de tous les travailleurs, sans discriminations ;

- Pour une aide sociale particulière aux familles monoparentales ;

- Pour l'égalité en droits des parents séparés ou divorcés à l'égard de leurs enfants ;

- Pour le droit à l'adoption sans obstacles administratifs excessifs pour tous les couples, mariés ou non, hétérosexuels ou homosexuels. »

(Extrait du « Projet de Programme CRI »)

Remarque sur la position de Lutte ouvrière

On notera l'absence de toute prise de position sur cette question de la part du Parti des Travailleurs, et le ralliement *in extremis*, mais du bout

des lèvres et finalement ambigu, de Lutte ouvrière. Ce n'est en effet que sous la pression médiatique et manifestement non sans calculs électoralistes qu'Arlette Laguiller, tout en rappelant qu'elle était, « *sur le fond, pour l'union libre* », a fini par se prononcer en faveur du mariage homosexuel (cf. *Le Parisien-Dimanche* du 23 mai). De fait, cette position, prise lors d'une interview, n'avait à notre connaissance jamais été exprimée auparavant dans la presse de Lutte ouvrière ! En revanche, sur la question de l'adoption, LO ne rompt toujours pas avec une orientation réactionnaire : dans le même entretien, A. Laguiller a déclaré, au sujet de l'adoption d'enfants par les couples homosexuels, qu'« *elle pose sûrement plus de problèmes* » (que le mariage). Noyant le poisson, elle a ajouté : « *Elle en pose toujours, y compris chez les couples hétérosexuels.* » Ces propos sont parfaitement jésuitiques : de quels « problèmes » parle-t-on ? Par rapport à quelles normes socio-psychologiques ? On ne le saura pas... Comme si l'éducation des enfants « naturels » par leurs parents dans le cadre de la famille et de la société bourgeoises ne posait pas, quant à elle, de « problèmes » ! Suggérer que l'adoption par des couples homosexuels poserait des « problèmes » du simple fait de l'orientation sexuelle de leurs parents, tout en ne précisant pas de quels « problèmes » on parle, c'est être doublement éloigné d'une position authentiquement communiste révolutionnaire : par préjugé idéologique moraliste et par crainte de l'« opinion publique », conduisant au manque de courage dans l'expression claire de ses positions !

Ludovic Wolfgang

ABONNEZ-VOUS AU CRI des travailleurs !

Pour recevoir directement chez vous la version papier ou la version électronique, contactez-nous

06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr

« SANS-PAPIERS » : HALTE À LA RÉPRESSION ! RÉGULARISATION COLLECTIVE ET IMMÉDIATE !

En plein accord avec son contenu, nous publions ci-dessous la lettre que nos camarades de la FSE (Fédération Syndicale Étudiante) ont adressée au préfet de Lille suite à la brutale répression dont ont été victimes des travailleurs sans-papiers de cette ville le 2 juin dernier. Cette prise de position n'est-elle pas conforme à ce que l'on est en droit d'attendre de la part de tout syndicat étudiant et de tout syndicat de salariés dignes de ce nom ? Comme nous ne cessons de le répéter dans ce journal, le combat contre la répression et pour la régularisation collective des travailleurs « sans papiers » doit être pris en charge comme un axe fondamental du mouvement ouvrier, et tous les militants communistes révolutionnaires doivent se battre pour l'imposer aux bureaucrates syndicaux qui portent une responsabilité majeure dans l'affaiblissement de cette lutte.

Lettre de la FSE (Fédération syndicale étudiante) au préfet du Nord (8 juin 2004)

« Monsieur,

La Fédération Syndicale Étudiante (FSE) a pris connaissance avec indignation de la répression brutale que vous avez ordonnée à l'encontre de sans-papiers de Lille, qui ont engagé avec le CSP 59 une lutte pour la régularisation collective de tous les sans-papiers.

D'après les éléments dont nous disposons, les services de police ont procédé à votre demande le mercredi 2 juin 2004 à une véritable rafle de travailleurs, de femmes et jeunes sans-papiers en grève de la faim, venus consulter pour leur état de santé à l'hôpital du CHRU de Lille. Les forces

de l'ordre ont également procédé à l'arrestation de militants venus apporter leur soutien à la lutte des travailleurs sans-papiers. Depuis le 2 juin, ces mêmes travailleurs sont en proie à un véritable harcèlement de la part de la police. A l'heure où nous écrivons, plus de 14 travailleurs sans-papiers sont maintenus en rétention administrative dans des conditions inhumaines, suite à ces opérations.

Pour notre fédération, la revendication de régularisation immédiate de tous les sans-papiers, à commencer par ceux qui ont engagé la lutte dans ce but dans la région lilloise, qu'ils soient travailleurs ou étudiants, est pleinement légitime.

Vous ne pouvez ignorer que ces travailleurs aujourd'hui sans-papiers n'ont eu d'autre choix que de prendre tous les risques pour venir chercher un travail en France, parce qu'ils ne voyaient d'autre issue à leur situation misérable et à celle de leur famille. Or, le gouvernement français, dont vous êtes le représentant, porte une responsabilité écrasante dans cette situation, car elle est le produit de la poursuite du pillage des anciennes colonies, entre autres par l'intermédiaire du système de la dette et de l'exploitation directe de leurs richesses naturelles par des entreprises au capital majoritairement français. Vous êtes par ailleurs particulièrement bien placé pour savoir que le vaste arsenal de lois discriminatoires et racistes mises en place par les gouvernements successifs de droite comme de gauche est une véritable machine à fabriquer de toute pièce des sans-papiers avec des personnes entrées régulièrement sur le territoire français. Ces lois ne profitent qu'au patronat qui dispose ainsi d'un

important réservoir de main d'œuvre très bon marché et corvéable à merci, parce que pèse sur ces travailleurs de façon constante la menace de l'arrestation, du placement en centre de rétention et de l'expulsion.

Pourquoi, au lieu de vous attaquer aux véritables négriers qui font leurs profits en employant en toute illégalité, au vu et au su de tous, à commencer par les plus hautes autorités de l'État, des dizaines de milliers de travailleurs sans-papiers pour des salaires de misère sans le moindre droit à l'organisation syndicale, vous en prenez-vous à ces travailleurs sans-papiers déjà terriblement exploités et opprimés qui, par la lutte qu'ils mènent dans les conditions les plus difficiles, font la preuve d'un courage digne d'admiration ?

Pour notre fédération, à l'opposé de tout corporatisme, la lutte des étudiants pour une université publique, laïque, gratuite, de qualité et ouverte à tous est inséparable de la lutte de l'ensemble des travailleurs et des opprimés pour une existence digne.

C'est pourquoi, Monsieur, la Fédération Syndicale Étudiante exige que vous cessiez de criminaliser et harceler ce mouvement et revendiquez la libération immédiate et inconditionnelle des sans-papiers raflés mercredi, ainsi que leur régularisation collective, comme elle revendique d'une façon plus générale la régularisation collective de tous les sans-papiers.

Dans l'attente de votre réponse,

Pour la FSE,

le secrétaire : Stéphane Rey,

le porte-parole : Laurent Vergne. »

HISTOIRE

LA RÉVOLUTION RUSSE DE FÉVRIER 1917 (première partie)

Les événements de février et leur suite marquent le début de la révolution russe de 1917, son premier volet en quelque sorte, sa partie bourgeoise aussi, puisqu'en sortira un gouvernement dirigé par le parti de la bourgeoisie, les cadets. Cependant la force motrice de ce premier volet est déjà le prolétariat et ses institutions

révolutionnaires : les soviets, qui réapparaissent douze ans après la révolution de 1905 (cf. les deux derniers numéros du CRI des travailleurs). Nous présentons ici un exposé qui repose essentiellement sur l'Histoire de la révolution russe de Trotsky.

Une bourgeoisie faible et incapable de prendre le pouvoir

L'un des traits essentiels de l'histoire de la Russie est la lenteur de son évolution, économiquement, socialement et culturellement. Sa situation, entre l'Orient et l'Occident, peut l'expliquer : elle subit le joug de

l'Orient mais ne suit pas son modèle car elle reste toujours sous la pression militaire de l'Occident. Cependant, elle bénéficie de ce que Trotsky appelle le développement combiné, qui découle justement de l'inégalité des rythmes d'évolution.

En ce qui concerne l'industrie, en particulier, la Russie n'est pas passée par toutes les étapes de l'évolution économique de l'Europe capitaliste, elle s'y est insérée au fur et à mesure que celle-ci débordait des frontières nationales. Elle a ainsi profité d'effets de rattrapage. Une des conséquences en est que, de 1905 à la Première Guerre mondiale, la production industrielle a doublé. Cependant, l'économie russe reste handicapée par sa faible productivité du travail, et l'industrie reste très minoritaire : l'écrasante majorité de la population est paysanne et travaille encore comme les paysans français ou anglais du XVIIe siècle. Par contre, le développement brusque de l'industrie a donné naissance à des entreprises gigantesques comptant des milliers d'ouvriers. Ainsi les entreprises de plus de 1000 salariés emploient-elles 42 % des ouvriers, alors qu'elles en rassemblent seulement 18 % aux États-Unis par exemple. De plus, l'industrie russe est presque entièrement aux mains des banques, elles-mêmes contrôlées par la finance européenne, par l'intermédiaire de tout un réseau de banques auxiliaires et intermédiaires. En tout, 40 % des capitaux investis en Russie sont étrangers, et la proportion est encore plus forte dans l'industrie lourde (métaux, charbon, pétrole).

Cette situation économique a déterminé profondément la physiologie sociale et politique de la bourgeoisie russe : celle-ci est numériquement faible et s'en remet politiquement au tsar, donc à l'aristocratie et à la bureaucratie largement corrompue — ce régime politique étant d'ailleurs soutenu également par les bourgeoisies européennes, notamment française. En 1905, la bourgeoisie russe s'est ainsi montrée veule, incapable de se battre pour le renversement du tsar ou même l'instauration d'un régime parlementaire, tétanisée notamment par sa peur des ouvriers soulevés...

Un prolétariat puissant, dont la conscience se constitue rapidement

En effet, si la bourgeoisie russe n'est pas assez puissante pour prétendre au pouvoir, la classe

ouvrière l'est elle-même déjà trop. Le prolétariat russe n'est pas lui non plus passé par toutes les phases de l'évolution occidentale, il n'a pas connu les corporations d'artisans, son développement a partir du vivier des masses paysannes, se fait par bonds, suivant les besoins de l'industrie. D'un côté, ce prolétariat, directement prélevé au village, a conservé des liens et des contacts avec ses origines sociales. Mais, d'un autre côté, lui aussi bénéficie du développement combiné de l'industrie russe : il est très concentré dans de grands établissements de quelques grandes villes, ce qui est facteur d'organisation et de culture ; de plus, sa conscience de classe s'enrichit rapidement, se nourrissant à la fois de l'histoire du prolétariat européen (notamment du développement du marxisme) et de sa propre expérience, où la révolution de 1905 et les soviets occupent évidemment une place fondamentale.

La guerre, meurtrière et grosse de révolte

La guerre impérialiste débutée en 1914 a pour cause la concurrence interimpérialiste pour la domination mondiale. Mais cet enjeu global dépasse les possibilités de la Russie : ses propres buts de guerre (défroid de Turquie, Galicie, Arménie...) doivent impérativement correspondre aux intérêts des principaux États en guerre, c'est-à-dire de ses alliés (la France et l'Angleterre). Pour cela, la Russie est en quelque sorte condamnée à payer ses alliances avec ces pays plus avancés : elle est contrainte d'importer leurs capitaux et de leur verser les intérêts ; comme l'écrit Trotsky, elle a « *le droit d'être une colonie privilégiée de ses alliés* »... Ainsi, même si elle a dans cette guerre des intérêts impérialistes de niveau mondial, la bourgeoisie russe peut être considérée comme à demi « compradore », dépendante de la finance étrangère et d'États plus puissants.

L'armée russe, fournie en hommes par le service militaire obligatoire, connaît les mêmes antagonismes sociaux que l'ensemble de la société. Les officiers ont les mêmes tares que les classes dominantes dont ils sont issus : passéisme, bureaucratisme, corruption, etc. Les soldats sont des paysans sont envoyés au front sans réelle instruction, sans avoir pu assimiler la technique militaire moderne importée des pays avancés... Comme l'industrie, l'armée russe

dépend de ses alliés... qui sont trop éloignés pour pouvoir l'aider efficacement. De là ses défaites rapides sur le front allemand.

Or ces défaites entraînent la démoralisation, des désertions... et beaucoup de réflexion parmi les soldats. Les années passent et, sur le front comme à l'arrière, se fait sentir la lassitude de la guerre. Les classes les plus pauvres et les campagnes en ont assez de se faire prélever de la chair pour les canons. Dans le même temps, les industriels se mobilisent pour les besoins matériels de l'armée, ils leur consacrent jusqu'à 50 % de la production industrielle nationale, accroissant l'exploitation des ouvriers... et réalisant ainsi d'énormes bénéfices...

Tensions entre les classes

La guerre à son début a mis momentanément fin à un cycle montant de grèves. Les ouvriers sont eux aussi mobilisés pour le front : à Petrograd jusqu'à 40 % de la main d'œuvre est renouvelée. Mais les grèves reprennent à partir de 1915 et montent en puissance, changeant progressivement de nature, acquérant un caractère de plus en plus anti-guerre et politique. Pendant toute l'année 1916, avec la dégradation des conditions de vie des masses, les meetings se multiplient, les ouvriers, poussés à bout, sont nerveux et combatifs, ils se lancent dans des grèves dont les revendications ne sont plus simplement économiques, mais aussi politiques. Or, si le prolétariat russe est largement minoritaire, ses liens avec la paysannerie lui permettent de rencontrer un puissant appui parmi les masses paysannes, dont les forces actives et la jeunesse connaissent au front un bouleversement de leurs conditions d'existence et un brassage qui sont sources d'expériences et de réflexions. Les ouvriers avancés les aident à prendre conscience de la nature du tsarisme, clé de voûte de l'aristocratie foncière qui les pille, et de la veulerie de la bourgeoisie, incapable de conquérir le pouvoir et donc de régler la question agraire en donnant la terre aux paysans.

La monarchie comme la bourgeoisie tremblent devant les défaites militaires et les tensions intérieures. Pour essayer de contrôler la situation sans s'embarrasser de la Douma (Parlement croupion octroyé après la révolution de 1905), le tsar décide d'ajourner celle-ci. Les

ouvriers répliquent par des grèves. Partagés entre sa peur panique des ouvriers et ses propres aspirations politiques, l'opposition bourgeoise réaffirme son soutien à la politique du tsar, tout en décidant d'utiliser la Douma pour critiquer en parole la monarchie — mais sans poser la question du pouvoir : de fait, ses critiques en restent à la question du ravitaillement des troupes, dont la désorganisation mène au désastre...

En ce qui concerne enfin les partis qui se réclament du socialisme, le début de la guerre a montré leurs faiblesses. Les socialistes révolutionnaires (parti paysan) et la plupart des mencheviks (sociaux-démocrates) ont refusé de combattre contre la guerre, beaucoup tombant dans le social-chauvinisme, comme l'écrasante majorité des partis sociaux-démocrates et des syndicats européens. Après la répression terrible dont il a été victime suite à la défaite de la révolution en 1905, le parti bolchevik s'est reconstitué sous la direction des émigrés, et il a beaucoup progressé notamment dans les années qui ont précédé la guerre. Mais il est infiltré de partout par la police : à Petrograd, par exemple, 3 des membres du comité du parti sur 7 sont des agents de l'Okhrana, la police secrète du tsarisme ! Politiquement, le parti bolchevik est le seul à avoir dénoncé et combattu la guerre dès 1914. Pendant la guerre, la police, qui suit de très près la politique et la pratique du parti bolchevik, écrit dans un rapport : *« L'élément le plus énergique, le plus allègre, le plus capable de lutter infatigablement, de résister et de s'organiser constamment, se trouve dans les groupements et les individus qui se concentrent autour de Lénine »*.

Cependant, la politique des bolcheviks n'a pas été sans ambiguïté dans certains cas, les conditions de la guerre s'ajoutant à celles de la clandestinité pour désorganiser le parti, et conduisant parfois à des prises de position opportunistes : c'est ainsi que, à la Douma, la fraction bolchevik a voté avec les mencheviks une motion s'engageant à défendre *« les biens culturels du peuple contre toutes atteintes, d'où qu'elles vinssent »*... Lénine, quant à lui, s'est battu pendant toute la guerre suivant une orientation connue sous le nom de « défaitisme révolutionnaire » : chaque parti marxiste national doit se battre avant tout pour la défaite de son propre impérialisme, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile...

Les journées du 23 au 27 février

En février 1917, ni le parti bolchevik, ni personne ne s'attendaient à ce que la journée internationale des femmes, prévue pour le 23, soit la première journée d'une révolution. Nul n'a la moindre idée de ce qui se prépare, et les bolcheviks déconseillent la grève...

Pourtant, les ouvrières cessent le travail et manifestent massivement, allant d'usine en usine pour appeler les travailleurs à les suivre et à les soutenir. Les bolcheviks, comme les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires emboîtent le pas à cette mobilisation spontanée des masses. Ces ouvrières du textile, pour une grande part femmes de soldats, constituaient certainement la fraction la plus exploitée du prolétariat. Ce sont elles qui déclenchent la révolution : la grève qu'elles ont impulsée s'étend, devient générale. Une gigantesque manifestation est convoquée...

Le comité central des bolcheviks hésite, avant d'appeler finalement à la grève générale le 25. Le comité de Petrograd est arrêté, mais c'est bien spontanément que la grève est devenue générale, tendant rapidement à se transformer en insurrection, car la masse prend conscience de sa force. Le gouvernement s'est préparé à la répression, mais les cosaques sont passifs et prennent parfois la défense des manifestants lorsque la police tire sur la foule. Les ouvriers interpellent les soldats et s'efforcent de fraterniser en les invitant à se joindre à eux. Lorsque la police intervient, les manifestants décident de résister et d'aller jusqu'au bout...

Malheureusement, aucun parti ne sait prendre la direction révolutionnaire, aucun n'appelle à l'organisation de l'insurrection armée. La direction bolchevik de Petrograd (Staline, Kamenev) manque d'initiative. Les dirigeants retardent considérablement sur les ouvriers, qui s'organisent eux-mêmes, mais manquent de direction politique. Le 26, c'est l'affrontement général dans la capitale. Les ouvriers se heurtent à la police et à l'armée. Tout va dépendre de l'attitude des soldats. Vers le soir, des mutineries éclatent. L'armée se soulève enfin. Dès lors, c'en est fini de la monarchie, privée de son bras armé : elle s'effondre, presque facilement. La capitale est conquise par les ouvriers et les soldats. Les prisons sont ouvertes. Les mencheviks

se précipitent à la Douma pour négocier une solution politique avec les partis bourgeois ; les bolcheviks se rendent dans les casernes et les usines...

Le soir du 27, les soldats, les étudiants, les ouvriers et les habitants des quartiers populaires convergent vers le palais de Tauride dans lequel un état-major révolutionnaire s'est établi. En fait, cet état major s'est autoproclamé après l'insurrection et ne dirige rien : les dirigeants véritables de la révolution sont dans la rue et se montrent méfiants à l'égard de cette première tentative d'institutionnalisation : ce sont des ouvriers et des soldats de la base, qui ont cependant souvent une expérience de la lutte des classes et notamment la mémoire de 1905 et une culture révolutionnaire, qui leur permettent d'être l'avant-garde consciente de toute la classe. En fait, beaucoup d'entre eux ont été formés directement par les bolcheviks, qui se trouvent bien sûr parmi eux.

Double pouvoir et affrontement entre les classes. Les paradoxes de février

Pendant l'insurrection la bourgeoisie apporte son soutien au tsar et appelle la monarchie à la répression ; elle tente de négocier pour instaurer une dictature qui lui soit favorable. Mais l'insurrection triomphe et les soviets (conseils d'ouvriers et de soldats) se constituent. À Petrograd en particulier, le soviet de 1905 renaît de ses cendres : très vite, il concentre la réalité du pouvoir et devient le centre nerveux de la révolution. À la tête des soviets sont élus majoritairement des socialistes révolutionnaires et des mencheviks, partis « socialistes » majoritaires dans le mouvement révolutionnaire et ouvrier russe d'avant guerre. Les masses leur font confiance et leur remettent le pouvoir.

Or c'est là que gît le « paradoxe de février » : ces « socialistes » ne veulent pas du pouvoir ! Alors que la situation est révolutionnaire, ils prônent, au nom de la légalité, une orientation qui se ramène à l'abandon de leurs revendications de toujours : la paix, la république, la journée de 8 heures, la répartition des terres... ! Ils ne demandent plus que la liberté d'expression ! Pratiquement, ils cherchent à remettre le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie, qui na pourtant joué aucun rôle dans l'insurrection et espérait sa défaite !

De fait, la bourgeoisie ne voulait pas non plus du pouvoir et aurait voulu rétablir la monarchie ! Mais cette solution n'est plus possible : les masses ne veulent évidemment pas du retour du tsar honni qu'elles viennent de faire chuter si facilement. Finalement, les cadets (parti bourgeois libéral), les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se mettent d'accord pour un gouvernement provisoire dirigé par le prince Lvov, reposant fondamentalement sur Milioukov, chef du parti cadet, véritable axe politique de ce gouvernement, et disposant d'une caution « socialiste » en la personne de Kerensky, nommé à la justice.

Le comité exécutif du soviet de Petrograd, dirigé par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, impose le soutien des ouvriers et des soldats au nouveau pouvoir bourgeois-libéral. Ce comité exécutif n'est pas né de la lutte elle-même, comme il était apparu en 1905 pour déclencher et diriger l'insurrection : il s'est constitué pour contrôler et canaliser le mouvement des masses. Mais les différentes fractions des masses révoltées n'ont pas toutes le même niveau de conscience, et il manque de toute façon une réelle direction marxiste révolutionnaire qui ait une influence massive. Les soldats, en particulier, qui sont très majoritairement d'origine paysanne, élisent comme représentants des tribuns petits bourgeois : les

« socialistes-révolutionnaires », dont le programme est de rendre la terre aux paysans, obtiennent de loin la majorité des délégués. Le parti cadet n'a en revanche aucun succès. Quant aux partis ouvriers, le parti menchevik a une réelle influence parmi les ouvriers de base. Le parti bolchevik n'a de succès que dans l'avant-garde, et il subit la pression : sous la direction de Staline et Kamenev (Lénine n'est pas encore rentré en Russie), au lieu de combattre fermement sur une ligne révolutionnaire, contre la canalisation-liquidation de la révolution, pour le pouvoir aux soviets, il se rapproche du parti menchevik, se contente d'une lutte de type parlementaire dans le soviet et apporte même dans un premier temps son soutien au gouvernement provisoire ! Sur le terrain des luttes, cependant, les bolcheviks sont sans conteste à l'avant-garde, notamment dans leur bastion du grand quartier ouvrier de Vyborg, et ils se renforcent. En effet, ils sont les seuls à ne pas abandonner les revendications du mouvement ouvrier, notamment la journée de huit heures — laquelle est finalement imposée par les ouvriers au gouvernement provisoire...

Situation de double pouvoir : tout est possible...

La situation politique réelle est donc celle d'un double pouvoir : dans les faits, il y a une concurrence tendancielle entre le gouvernement

provisoire, pouvoir officiel et légal, dominé par la bourgeoisie libérale avec une caution « socialiste », d'une part, et le pouvoir du soviet de Petrograd, d'autre part. Si le comité exécutif du soviet, refusant le pouvoir des ouvriers et des soldats, assure dans un premier temps la mise en place du gouvernement provisoire bourgeois, la situation est profondément ambiguë et instable : les masses n'ont aucune intention de quitter la scène politique sur laquelle elles viennent de s'engouffrer avec une telle puissance et de tels succès. D'autant que la conquête de la journée de huit heures libère un temps précieux pour l'action et la réflexion politiques : on se met à se réunir partout, à discuter de tout, à lire ensemble les journaux... C'est une véritable explosion de l'activité et de la conscience politique du peuple...

Mais, pendant ce temps-là, la guerre continue. Partout, les soldats désertent en masse, les troupes se retournent contre leurs propres officiers, l'aspiration à la paix immédiate et sans conditions se déchaîne... Or le gouvernement provisoire, avec le soutien des dirigeants ouvriers et « socialistes », décide de poursuivre la guerre et d'ajourner en conséquence la réalisation des revendications : il veut épuiser la révolution.

(La suite au prochain numéro...)

Paul Lanvin

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (20 pages)

Qui sommes-nous ? (p. 2)

IRAK : - Le combat contre l'occupation passe par l'organisation politique et militaire des masses sous la direction du prolétariat, pour la défaite de l'impérialisme (pp. 3 à 5)

- Tract du 5 juin : contre Bush, contre Chirac : pour la défaite de l'impérialisme ! (pp. 6-7)

FRANCE : - L'absence d'une véritable perspective politique plombe la lutte de classe des travailleurs (p. 8)

Contre-réforme de la Sécurité sociale, privatisation d'EDF-GDF... : les bureaucrates syndicaux refusent de combattre et demandent encore plus de négociations avec le gouvernement (pp. 8-9) ; Campagne pour les élections européennes de la gauche plurielle et de l'extrême gauche : d'un côté comme de l'autre, aucune véritable perspective politique pour les travailleurs (pp. 10-13)

- Tract du 1^{er} mai sur la Sécurité sociale (tract Groupe CRI, Nouvelle Gauche communiste, FTQI-France) (p. 14)

- « Mariage homosexuel » et droit à l'adoption : Pour l'égalité intégrale des droits entre les hommes et les femmes et entre les couples mariés et non mariés, quelle que soit leur orientation sexuelle ! (p. 16)

- « Sans-papiers » : Halte à la répression ! Régularisation collective et immédiate ! (Document de la FSE) (p. 17)

HISTOIRE : La révolution russe de février 1917 (première partie) (pp. 17-20)